

X45– DDs invite…

Émission du 18/09/2025 sur DDs Médias
https://www.amdfrance.org/index.php/medias/amdf/#x45
Musique : Kipling – Carmin. D
https://hyperfollow.com/carminD

Philippe Grégoire est un éleveur laitier basé à Chanzeaux, dans le Maine-et-Loire, au sud d'Angers, sur les coteaux du Layon. Issu d'une famille d'agriculteurs, fils et petit-fils d'éleveurs, il perpétue une tradition familiale en gérant une exploitation laitière. Avec son épouse et un salarié, il produit environ 750 000 litres de lait par an, exploitant 80 vaches sur 36 hectares de terres. Engagé dans une démarche de conversion vers l'agriculture biologique, il a toutefois été confronté à des difficultés financières majeures dues au non-versement des aides européennes promises par l'État et la région des Pays de la Loire, le poussant à envisager la vente de son corps de ferme et de son cheptel de 200 bovins. Au-delà de son activité d'éleveur, Philippe Grégoire est une figure militante reconnue dans le milieu agricole. Attention acronyme ! En 2024, il est président et fondateur du Mouvement National Des Éleveurs de nos Régions (MNDER), une association créée pour défendre les intérêts des éleveurs, en partenariat avec le MODEF (Mouvement de Défense des Exploitants Familiaux, syndicat agricole français qui défend les intérêts des petites et moyennes exploitations familiales, prônant une agriculture durable et une meilleure répartition des aides agricoles). Il avait quitté précédemment la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, principal syndicat en France, représentant une large part des agriculteurs et souvent critiqué pour favoriser les grandes exploitations et l'agriculture industrielle). Il a aussi quitté l'APLI (Association des Producteurs de Lait Indépendants. Cette organisation représente les éleveurs laitiers, militant pour des prix du lait justes et une meilleure régulation du marché face aux industriels et aux politiques européennes). Il est également co-président du Samu Social Agricole, structure visant à soutenir les agriculteurs en détresse face aux crises économiques et sociales. Son engagement s'exprime à travers de nombreuses interventions publiques, comme lors de l'université d'été du Front Populaire de Michel

Onfray à Uzès, où il a dénoncé les impacts du libre-échangisme et des politiques européennes sur l'agriculture française. Il est responsable national du parti République Souveraine, fondé en 2019 se positionnant sur une ligne souverainiste, mettant au centre de son programme la défense de la souveraineté populaire, l'héritage du Conseil National de la Résistance et le dépassement du clivage gauche-droite On l'aura compris, Philippe Grégoire critique vivement les grands syndicats agricoles, qu'il juge déconnectés des réalités des éleveurs, et milite pour une meilleure répartition de la valeur ajoutée et des revenus pour les agriculteurs. Il alerte aussi sur les défis structurels du secteur, notamment la baisse des prix du lait, la sécheresse et les incohérences des politiques agricoles, comme la loi Duplomb. À travers ses prises de parole, il incarne une voix forte pour la défense des exploitations familiales et d'un modèle agricole durable face à l'industrialisation et à la mondialisation.

[Intervenant 2] (2:05 - 2:42)
Bonsoir pour le X45, 45e programmation et pas 45e émission, puisque malheureusement nous avons eu pendant quelques semaines des repousses successives de l'émission pour avoir Philippe Grégoire, que nous voulions absolument pouvoir inviter. Oui Philippe, vous m'avez appelé en même temps, vous m'entendez ? Philippe, vous m'entendez ?

[Intervenant 3] (2:42 - 3:15)
Non, apparemment Philippe ne nous entend plus. Les petits soucis techniques habituels de début d'émission, on va essayer de le contacter. Alors déjà je vais me permettre de meubler un petit peu le temps que Stéphane règle la problématique de connexion avec Philippe, donc je salue bien sûr Stéphane, je salue Philippe même s'il ne nous entend pas, je salue tous les auditeurs qui peuvent nous écouter en direct et tous ceux qui nous écouteront par la suite.

Donc on va effectivement voir cette émission.

[Intervenant 1] (3:17 - 3:19)
Moi je n'ai rien bougé, je n'ai rien touché.

[Intervenant 3] (3:23 - 3:48)
Voilà les petits soucis techniques habituels, forcément quand on est sur le numérique comme cela, on est confronté à ces petits aléas du direct que les anciens ont bien connu à l'époque de la télé directe, des médias où tout se passait comme cela. Et aujourd'hui, on revit ça de la même manière. Ah, ça a l'air peut-être de fonctionner.

Philippe, est-ce que tu nous entends ?

[Intervenant 1] (3:48 - 3:49)
Oui, oui, je vous entends.

[Intervenant 3] (3:50 - 3:53)
Ça y est, c'est parfait, ça marche. Maintenant, c'est Stéphane que nous avons perdu.

[Intervenant 1] (3:54 - 3:55)
Il ne faut plus rien toucher là maintenant.

[Intervenant 3] (3:56 - 3:58)
Voilà, on va juste parler et revoilà Stéphane.

[Intervenant 1] (3:59 - 4:00)
Il ne faut plus rien toucher là.

[Intervenant 3] (4:02 - 4:12)
C'est parfait, on va laisser Stéphane effectivement continuer la présentation de l'émission

et de toi-même, Philippe, à travers la présentation habituelle de Stéphane. Je t'en prie Stéphane.

[Intervenant 2] (4:13 - 14:07)
Bien, alors Philippe, bienvenue chez Démocratie Directe avec DS et à l'AMDF, l'association des mairies démocrates de France, qui est le pendant juridique moral de cette initiative citoyenne que nous avons eue il y a bientôt un an. Nous fêterons un an dans un space classique la semaine prochaine. On essaye de défendre le pluralisme en manière de démocratie directe et on promeut une forme de citoyenneté décisionnelle et applicative et on essaye à chaque fois de demander à l'ensemble de nos concitoyens de protéger leur intégrité physique, psychique, financière et sociale, car ça nous semble aujourd'hui important, surtout en des jours comme aujourd'hui où de grandes manifestations ont eu lieu, comme le 10 septembre aussi, et où malheureusement nous avons eu encore quelques débordements de part et d'autre. Alors nous, à l'AMDF, nous sommes compagnies de citoyens, nous prenons une forme d'éveil intérieur au service du collectif, un cheminement vers une première démocratie directe qui nous amène à nous poser un tas de questions et à rencontrer des gens divers et variés dans tous les secteurs d'activité et aujourd'hui nous avons la chance de vous avoir, Philippe, avec nous pour pouvoir parler d'un sujet qui nous tient à cœur et qui est ô combien important. Alors dans ce cadre, nous nous informons des propositions, des idées des personnes, des actions, nous présentons des mouvements, des associations ou des partis ou des gens tels que vous, impliqués soit en fondation, soit dans le suivi ou la présidence d'action et qui militent à travers différents médias, puisque vous êtes quand même une figure très connue du monde agricole à travers tous les médias indépendants, mais aussi des grands médias. Alors nous revendiquons quand même une neutralité apartisane et à ce titre, nous précisons qu'informer, soumettre, partager ou diffuser ne veut pas forcément dire que nous adhérons aux propos qui sont tenus, la polémique stérile, les attaques personnelles, les procès d'intention, les par-les-forts, bien entendu les insultes mais on est entre gens civilisés, les propos répréhensibles également n'ont pas leur place dans cet agore. On évite, parce que nous pensons que cela est du domaine privé de parler de sexualité, de santé, religion, spiritualité ou vote, mais néanmoins cela n'interdit pas, bien entendu si la thématique l'oblige ou cela nous semble pertinent. Donc néanmoins aucune censure d'expression ne sera pratiquée dans le respect de la législation en cours et l'opposition bienveillante, la critique constructive et respectueuse, la divergence d'opinion sont vivement encouragées, donc n'hésitez pas, pas de langue de bois puis de toute façon je connais un peu votre personnage, c'est pas votre genre de garder votre langue dans votre poche ou de faire des circonvolutions. Voilà on a un petit slogan qui s'appelle le candidat et le programme c'est vous, puisque encore une fois nous essayons de convaincre les gens qu'il faut militer, bien entendu nous encourageons toute forme de manifestation, mais nous pensons encore peut-être un peu naïvement, on dirait certains que la véritable prise de pouvoir se fait par les urnes et c'est pour ça que nous essayons de travailler au niveau local et c'est pour ça que nous vous avons invité, puisque vous faites partie de ces acteurs qui réfléchissent depuis des années à la fois par leur métier, mais aussi par leur engagement politique sur des solutions locales, mais on va bien le voir qu'ils sont malheureusement, je dis bien malheureusement, souvent liés au national et à l'international, qui parfois nous imposent leurs lois. Alors Philippe Grégoire, vous êtes éleveur laitier basé à Chansot dans le Maine-et-Noir au sud d'Angers sur les côteaux du Layon, un bon petit vin que j'apprécie particulièrement, vous êtes issu d'une famille d'agriculteurs, fils et petit-fils d'éleveurs, vous perpétuez donc la tradition familiale en gérant une exploitation laitière, alors vous allez nous expliquer aussi quelques changements tout nouveaux, avec votre épouse, un salarié, vous avez produit environ 700 000 litres de lait par an, alors ça ne nous parle pas vraiment pour nous, mais ça nous permet de nous donner quand même sur 36 hectares peut-être une espèce de rendement possible et vous aviez un cheptel de 80 vaches, je dis bien vous aviez parce qu'encore une fois, c'est intéressant de voir que vous avez aussi une mutation qui est en cours. Alors bien entendu, vous êtes engagé dans une démarche de conversion vers l'agriculture biologique depuis assez longtemps, vous avez une équité financière majeure, dû au non-versement des aides européennes promises par l'État, c'est un sujet qui malheureusement nous l'avons entendu souvent, les problématiques liées à ces retards de

versement ont été des catastrophes financières et humaines et familiales souvent malheureusement, et vous avez donc dans la région de la Pays-de-la-Loire, vous avez envisagé la vente de votre corde ferme à une époque ainsi que votre cheptel de 200 bourras.

Alors au-delà de vos activités professionnelles d'éleveur, la passion de l'élevage et de l'agriculture, parce qu'on peut dire qu'à nous dans ce milieu agricole c'est une véritable passion, vous avez et vous êtes un militant émérite on va dire, alors attention acronyme, en 2024 vous avez été président et fondateur du mouvement national des éleveurs de nos régions MNDER, donc une association créée pour défendre les intérêts des éleveurs, en partenariat avec le MoDef à l'époque, mouvement de défense des exploitants familiaux, syndicat agricole français qui défend les déclarations de quantité moyenne d'exploitation familiale, qui prône une agriculture durable et une meilleure répartition des aides agricoles. Alors bien entendu d'après les informations que j'ai pu avoir, vous avez quitté aussi à un moment donné la FNSEA où vous étiez, qui est donc comme tout le monde le sait ou du moins je l'espère, le principal syndicat en France agricole qui représente une grande part des agriculteurs et qui est souvent critiqué pour favoriser les grandes agricultures et l'agriculture industrielle.

Vous avez aussi quitté l'APLI, l'association des producteurs de lait indépendants, une organisation qui représente les éleveurs laitiers et qui milite pour des prix de lait plus justes et une meilleure régulération du marché face aux industriels et aux politiques européennes. Alors bien entendu tout ça peut paraître très technique mais nous allons voir toutes les implications quotidiennes et bien entendu même si personnellement je ne connaissais pas tous ces et tous ces syndicats et organisations, les crises du lait, les crises diverses liées à l'Europe, liées au versement, liées à la PAC, liées éventuellement aux intrants, toute la politique qui a été menée depuis des décennies et après la guerre sur le niveau agricole nous font et nous parlent à tous puisque nous sommes touchés en tant que consommateurs et nous avons tous quelque part, ou en tout cas historiquement dans nos familles, eu des agriculteurs. Vous avez été et vous êtes également aussi le co-président du SAMU social agricole, donc là vous me parez que c'est votre engagement militant principal, donc une structure qui vise à soutenir les agriculteurs en détresse face aux crises économiques et sociales.

Vous êtes un intervenant régulier du front populaire de Michel Onfray, on vous retrouve aussi dans le parti national république souveraine de Georges Cushmanovitch où on peut voir à peu près une petite dizaine de vidéos vous concernant et expliquant vos engagements militants. Alors vous on l'aura compris bien évidemment Philippe Grégoire vous êtes une vive critique des grands syndicats agricoles que vous jugez déconnectée des réalités des éleveurs, vous militez pour une répartition meilleure de la valeur ajoutée des revenus pour les agriculteurs. On parlait de formation et de gestion juste avant le début de cette émission, vous pourrez nous en toucher bien entendu et puis vous alertez aussi sur les défis structurés du secteur, la baisse des pendulés, la sécheresse, les incohérences des politiques agricoles comme la loi du plot etc.

On a bien compris qu'à travers toutes ces prises de parole vous incarnez une voix forte pour la défense des exploitants familiaux et d'un modèle d'agriculture durable face à une forme de mondialisation et d'industrialisation toujours plus forte. Alors Philippe rebonsoir et qu'avez-vous à modifier concernant cette présentation certes un peu longue mais qui a le mérite de vous présenter d'une manière la moins exhaustive possible et qui va aussi nous permettre de pouvoir rentrer dans le vif du sujet très rapidement. Qu'avez-vous à rajouter ou à modifier par rapport à cette présentation ?

[Intervenant 1] (14:07 - 14:32)
Je me suis installé le 1er janvier 1988 derrière mes parents, j'étais producteur de lait et de viande bovine au début les deux, viande bovine, production laitière, après je me suis spécialisé dans la production laitière et j'ai eu un associé, j'ai mon épouse qui s'est installée, en gros j'avais repris mon père il avait 38 hectares, moi j'en

[Intervenant 2] (14:32 - 15:03)
ai eu 50, on vous écoute, Philippe a disparu, le revoilà, à chaque coup que vous appuyez je disparais, non non ne touchez à rien, vous inquiétez pas, je suis obligé de rafraîchir la page, j'étais disparu, ah d'accord bon écoutez il y a peut-être un problème avec votre navigateur c'est pas grave

[Intervenant 1] (15:03 - 19:14)
on va essayer de ne pas toucher, moi j'ai rien touché, quand ça marche c'est pas de complication, oui donc j'ai été installé en lait et viande au début, mon père a terminé avec 38 hectares, il a démarré avec 5 hectares et après en gros j'ai eu une cinquantaine d'hectares, quand ma femme s'est installée on a repris une ferme de 50, ça faisait 100 et quand mon associé, je me suis associé avec un voisin ça faisait 150 et donc quand l'associé est parti en retraite ça a été un salarié et ensuite quand on est passé en bio avec les crises du lait, la crise du lait et le non-versement des aides bio c'est pas le retard, c'est le retard et le non-versement, c'est les deux, donc là on s'était mis en redressement puisqu'on n'avait pas les engagements n'ont pas été honorés par monsieur Bruno Rotaillot d'ailleurs, quelqu'un doit le connaître sur ce plateau, j'ai la signature de monsieur Bruno Rotaillot qui me dit qu'il pourra prendre versé mon argent, parce qu'il était président de la région pays de la Loire à cette époque là, donc après on est resté comme on est aujourd'hui avec un peu moins de surface tout en herbe, en bio avec 200-250 mille litres de lait, parce que là c'était un autre modèle, on avait plus de salariés et là cette année on est passé de la production laitière à la viande bovine avec ventes de fourrage et autrement sur ce qui a été dit, alors mon père était responsable syndical à la FDSA, lui avant 88, il a arrêté en 87 de s'en occuper, moi j'ai été syndiqué de 88 à 94, voilà j'ai payé les premières années, après j'ai arrêté et là c'est la fin du syndicalisme pour moi, parce que depuis 94 j'ai pas adhéré à des syndicats, c'est à dire qu'après en 2009 on a continué le combat avec mon père mais non syndiqué, en 2009 j'ai rejoint les grèves du lait, l'association des producteurs de lait indépendant, c'était une association, pas un syndicat, de 2009 à 2013-2014 et là j'ai été vice-président national, c'est à partir de là que j'ai été dans les ministères 2011-2008 et après la pluie s'est essoufflée, c'est un mouvement qui faisait colloler aussi, ça existe toujours mais bon malheureusement ça faisait colloler et puis il n'y a pas eu de solidarité de l'ensemble des éleveurs et en 2014 on a créé un groupe d'agriculteurs le MNER, le mouvement national des éleveurs de nos régions, il y a les producteurs de viande tout ça et on avait fait un partenariat parce qu'on n'était pas entendu au niveau des ministères et on avait fait un partenariat, on a fait voter les gens entre la confédération paysanne, la coordination rurale et le MoDef et les gens avaient choisi le MoDef parce que certains sortaient de la coordination rurale, d'autres sortaient de la confédération paysanne donc ils ne voulaient pas y retourner, donc on a fait un partenariat et on a gardé notre association et l'association après on l'a fusionné avec le SAMU social agricole en 2019 pour en 2019-2020 et du coup je n'ai pas été syndiqué, je ne suis pas syndiqué depuis 1914, ce qui ne m'empêche pas, je suis invité à la confédération paysanne avec qui je m'entends bien, très bien, ça ne m'empêche pas d'aller à des réunions quand des gens du MoDef m'invitent en visioconférence et la coordination rurale, d'ailleurs dernièrement et je vais le refaire, je fais une visio avec les responsables nationaux, coordination rurale, MoDef et confédération paysanne, alors pas la FNSEA évidemment parce que le courant ne passe pas avec la FNSEA, je ne suis pas d'accord avec leur politique, je ne combats pas les hommes, je combats les idées, on est bien

[Intervenant 2] (19:14 - 19:30)
d'accord, mais est-ce que vous pouvez nous préciser exactement ce que c'est que le MoDef parce que beaucoup de nos auditeurs et moi-même j'avoue je ne sais pas du tout, je connais l'acronyme, je me suis un petit peu renseigné pour préparer cette émission mais j'aimerais que vous nous expliquiez ce que c'est que le MoDef.

[Intervenant 1] (19:30 - 23:04)
Alors pour faire vite sur les syndicats, on peut le faire en deux minutes, en 45 à la sortie de la guerre, ils ont créé la CGA, la Confédération Générale de l'Agriculture, il fallait relever le

pays, Confédération Générale de l'Agriculture, il y avait le Crédit Agricole dedans, il y avait le regroupement des mutuelles, les mutuelles assurances, ce qui est devenu Groupama après, et il y avait donc tous les syndiqués agricoles, mais ça ne s'appelait pas FNSEA, c'était le regroupement des paysans, et en 46 la FNSEA a été créée par Eugène Forget qui était un agriculteur de mon département, du Méninois, les agriculteurs ont souhaité créer leur propre structure, ne pas rester dans la Confédération Générale de l'Agriculture avec les banques, et donc la FNSEA a démarré seule, alors là il y avait tous les paysans, il y avait les paysans proches du Parti Communiste, du Parti Socialiste, tout le monde était dans la même structure, et en 1959 déjà on a commencé à voir tout doucement une industrialisation de l'agriculture, les premiers traités si on peut dire, le programme commun, l'ouverture au marché, la préférence communautaire, donc principalement les gens de gauche et les communistes, ils se sont aperçus qu'on partait à la dérive, donc ils ont créé le MODEF, le Mouvement de Défense des Exploitations Familiaux, 1959, aidé parce que financièrement c'est pas facile de se séparer, de créer une structure, donc ils ont quitté la FNSEA, en fait ils ont fait scission, c'est la première scission, il y a eu des scissions dans les syndicats ouvriers, ils ont été aidés à l'époque par Jean-Baptiste Doumingue, le milliardaire rouge, pour créer cette section, et le MODEF faisait des scores importants, 20, 30, 35% dans certains départements, pas dans toute la France. Et c'est l'année aussi, 1959-1960, où le virage européen a commencé à pointer le bout de son nez, c'est l'année où la FNSEA, ils ont créé une structure européenne, il y a 27 FNSEA en Europe, en Angleterre, ça s'appelle le COPA, le COPA c'est les 27 FNSEA en Europe, et le COGK c'est toutes les coopératives européennes, et en 59-60 ils ont fusionné le COPA et le COGK, c'est-à-dire la coopération agricole dans toute l'Europe, donc c'est devenu la même entité, c'est pour ça qu'il y a cogéssion et conflit d'intérêts. Et donc après, il est né les paysans-travailleurs, et les travailleurs paysans, fin des années 70, ils se sont restructurés, ils sont nés en 83-84, on a commencé à entendre parler du syndicat paysans-travailleurs, qui est devenu par la suite la Confédération Paysanne, ils ont changé de nom en fait, et la coordination rurale, elle qui est connue depuis 1992, la réforme de la PAC, elle est issue de la FFA, Fédération Française de l'Agriculture, où il y avait un peu des commerçants bestiaux, il y avait beaucoup de propriétaires terriens là-dedans à l'origine, elle est née dans les années 75-80 aussi, tout doucement la FFA, même un peu avant, ils étaient peu nombreux, peu structurés, et c'est devenu la coordination rurale, ce qui fait qu'aujourd'hui on a 4 syndicats, parce que les jeunes agriculteurs sont avec la FNSEO.

[Intervenant 2] (23:07 - 24:56)
Alors comment vous pouvez expliquer, on a très bien compris, je vous remercie de ce parcours rapide, mais on voit très bien que presque au sortir de la guerre, quelques années après, il y a déjà eu une espèce de scission entre les petits exploitants et cette industrialisation à outrance, qui est née d'ailleurs du modèle productiviste de l'après-guerre, les agriculteurs ont répondu à une politique volontariste d'augmentation des productions, ce en quoi on pourrait dire qu'ils étaient une forme de victime un peu consentante, si j'ai bien compris votre discours et parfois votre façon de penser, on pourra le développer plus tard, donc qu'est-ce qui a expliqué rapidement cette scission, parce qu'on a l'impression, moi je suis de la même génération que vous, mais de temps en temps j'entends des personnes plus jeunes, des 30, 40 ou des cinquantenaires, qui parfois ont l'impression que l'espèce de combat et cette scission qui s'est passée entre le modèle agricole familial, biologique, presque éthique, que ce soit financièrement et au niveau soutenabilité et durabilité écologique, il y a eu cette forme de scission avec ce productivisme et surtout cette mainmise extraordinaire, presque tentaculaire, issue de la fondation de l'Union Européenne par rapport à tous ces grands syndicats, qu'est-ce que vous pouvez en tirer avec le recul, comme conclusion ou comme interprétation sur cette scission qui s'est, au fin de compte, faite très tôt, contrairement à ce qu'on pourrait penser ?

[Intervenant 1] (24:56 - 26:02)
Très tôt oui, 46-59 le modèle, puis après les paysans-travailleurs les années 80, oui très tôt si on veut aller par là. Ce qu'a fait cette scission, c'est qu'alors déjà l'agriculture s'est tout de suite libéralisée, on est parti sur la préférence communautaire avec les Allemands, mais

les Allemands commençaient déjà à dire, oui il y aura préférence communautaire, mais si on trouve des produits agricoles moins chers ailleurs, on ne jouera plus le jeu. Donc on est rentré très rapidement dans la théorie de David Ricardo des avantages comparatifs et on est parti sur une industrialisation du modèle agricole avec les premiers remembrements qui sont venus très tôt, au début des années 60, qui sont issus des lois des nazis en 1941, il ne faut jamais l'oublier, les premiers remembrements sont issus des lois sous pétain des nazis, des ordonnances de 1941, les premiers remembrements viennent de là. Donc alors le remembrement, moi je suis pour, j'en ai eu un chez moi avec l'autoroute, je suis pour même à 200%.

[Intervenant 2] (26:02 - 26:14)
Est-ce que vous pouvez, excusez-moi Philippe de vous couper, ce n'est pas trop l'habitude de la maison, mais vous parlez de choses qui encore une fois pour vous, vous semblent évidentes. Est-ce que vous pouvez nous expliquer ce qu'est un remembrement ?

[Intervenant 1] (26:14 - 28:46)
Un remembrement, c'est un regroupement foncier des terres. Un remembrement, c'est on regroupe les propriétaires et les exploitants et on fait des parcelles plus grandes, pour qu'il y ait des coûts de production moins importants, pour qu'on puisse travailler avec du matériel, pour qu'on puisse faire du drainage ou de l'irrigation. Parce que le problème, il n'y a pas que la France et dans le vignoble c'est encore pire.

Moi, c'était le cas chez mon père d'ailleurs, ce n'est pas une moyenne nationale que je vais vous donner, mais ce n'était pas un cas unique. Quand j'ai repris l'exploitation de mon père qui faisait 38 hectares, j'avais quelque chose comme 200, je devais avoir 229 parcelles. Donc je vous laisse imaginer 38 hectares, 229 parcelles, je vous laisse imaginer le puzzle que ça peut faire.

C'est impossible d'exploiter dans des conditions comme ça, c'est la ruine assurée. Donc les remembrements, je suis pour à 300%, parce que c'est indispensable, à une condition, c'est qu'il soit raisonné et qu'on n'arrache pas toutes les haies et qu'on fasse un remembrement intelligent en conservant un maximum de haies et qu'on en replante. Ça a été les dérives des remembrements.

Donc c'est les lois de 1941. Pourquoi ça s'est séparé ? Parce que le MoDef, comme les paysans-travailleurs Confédération Paysanne, c'est des syndicats plus de gauche, ils ont compris dès le départ qu'on partait dans le libéralisme.

Le MoDef défendait le coefficient multiplicateur. Le coefficient multiplicateur c'est quoi ? Le MoDef voulait un encadrement, il disait si une tomate allait acheter tel prix chez le producteur, on ne veut pas retrouver cette tomate-là à 8 ou 9 fois le prix dans la grande distribution.

Parce qu'en fait, il avait compris dès le départ que le producteur serait contraint à produire du minerai, qu'on allait compresser les producteurs, les mettre en compétition entre eux, ce qui s'est passé avec les accords de libre-échange et les étrangers, et que de l'autre bout de la chaîne, le consommateur allait payer toujours plus cher et nous, on n'en verrait jamais la couleur. Donc, c'était le MoDef, il parlait déjà d'encadrement des marges en réalité. Le coefficient multiplicateur, c'était un encadrement des marges et donc là, ils se sont séparés de la FNSOA et ensuite, les paysans-travailleurs, pareil.

[Intervenant 2] (28:50 - 32:08)
D'accord. Moi, je suis un ancien repenti, j'ai toujours tendance à dire comme ça, de la grande distribution, j'ai commencé mes premières armes commerciales dedans et je prenais un malin plaisir, dirais-je, à contrecarrer les directives des centrales d'achat et à travailler exclusivement en direct, en tout cas pour tout ce qui concerne la viande et les fruits et légumes, où nous avions à chaque fois des meilleurs produits, des gammes impeccables et surtout, des marges où tout le monde s'y retrouvait sans que le

consommateur paye un prix exorbitant puisqu'il y avait moins d'intermédiaires, etc. Donc, c'est un discours que j'entends parfaitement et qui, malheureusement, on a bien vu dans les modes de distribution, l'industrialisation, la rationalisation, l'hyper-productivité, que ce soit dans le lait, vous en faisiez une évocation tout à l'heure, que ce soit aussi parfois dans la viande et que ce soit aussi dans les fruits et légumes, la grande distribution a été un véritable pourfendeur et un pressoir pour les agriculteurs et les éleveurs, les maraîchers, etc. Et malheureusement, ça continue de plus en plus.

Dieu merci, il y a eu la possibilité à un moment donné, avec le développement des amapes, je pense qu'il y a un problème de compatibilité entre les navigateurs, mais ce n'est pas grave. Donc, je vous disais que la grande distribution, de fait, et pour y avoir vécu pendant presque 20 ans de l'intérieur, a été aussi un des éléments moteurs qui ont contribué à l'appauvrissement. Alors, on ne va pas s'étendre là-dessus, mais je confirme, pour l'avoir vécu encore une fois, que c'était vraiment, et ce l'est toujours, un moyen de pression terrible sur les marches, qui sont d'ailleurs à la fois énormes dans les points de vente et aussi sur les centrales de distribution et d'éclatement.

Alors, on va revenir, avant de reparler du roman Bromant et de commencer un petit peu à travers l'histoire, et je vous en remercie, on parlera aussi un petit peu de chiffres sur l'évolution du monde agricole, et puis après, on va parler directement, si vous voulez bien, des réels combats qui ont été menés déjà depuis des décennies aussi, parce qu'avant l'émission, on parlait de gens comme Pierre Rabhi, de Claude Villiers-Bourguignon et de certains internationaux, comme Vandala China, etc., qui se sont très vite opposés à tout ce que l'on pouvait faire contre cette forme de productivisme issue de la Seconde Guerre mondiale. Pour les plus jeunes, on fera référence à demain à Cyril Dion, dans laquelle d'ailleurs vous avez participé, mais avant de continuer, Kali voulait vous poser deux questions, donc je vais laisser la parole à Kali.

[Intervenant 3] (32:08 - 32:36)
Je voulais poser deux questions qui, je pense, vont peut-être être connexes l'une avec l'autre, pour éclairer un petit peu ce qui a déjà été abordé, et surtout pour nos auditeurs. Vous avez expliqué que vous étiez en opposition avec la politique de la FNSEA. Est-ce que vous pourriez détailler un tout petit peu plus en quoi, justement, en quelques points clés, en quoi la FNSEA aujourd'hui pour vous est un syndicat qui ne sert pas les agriculteurs ?

En tout cas, pas tous.

[Intervenant 1] (32:38 - 35:08)
La FNSEA, le syndicat, quand il s'est créé en 1946, c'était pour défendre la paysannerie, c'était un contre-pouvoir, et au fil du temps, c'est devenu un co-gérant du pouvoir à travers le COPAC-OGK au niveau de la structure européenne, puisque les coopératives ont fusionné au niveau européen, c'est les mêmes bureaux avec le syndicat, et au niveau français, les grandes étapes, c'est à partir des années 1960, surtout que ça s'est accéléré. Quand le MoDef a fait scission en 1959, en fait, c'était le début.

Il avait compris qu'on prenait la route du libéralisme à outrance, et que les paysans allaient être sacrifiés, et donc les premières créations, alors c'est COPAC-OGK 1959 déjà, fusion avec les coopératives, puisque les présidents de coopératives sont les présidents de syndicats, donc il y a conflit d'intérêts, puisque le syndicaliste qui défend le paysan, il ne peut pas défendre l'intérêt des paysans, l'intérêt des coopératives qui sont devenues des oligopoles agroalimentaires planétaires, il ne peut pas, il faut une interface, il ne peut pas être en même temps président d'une multinationale et revendiquer défendre les paysans. La multinationale, elle veut acheter les produits le moins cher possible, ce qu'on peut comprendre, pour lutter après avec la grande distribution, et donc l'agroalimentaire met pression sur le producteur, donc le représentant des producteurs de la coopérative, des multinationales, c'est un président de la FDSEA. Donc il y a incompatibilité, c'était un contre-pouvoir, c'est devenu un co-gérant du pouvoir, et les grandes dates clés pour les auditeurs qui veulent aller voir, c'est 1963.

Le fonds des céréaliers de la FNSEA Unigrain, où aujourd'hui est président Éric Thouirin, l'ancien président de la Chambre des Régultures de Rélois, le président de l'AGPB, la section céréalière, c'est les céréaliers qui ont la main sur les instances, ça a toujours été les céréaliers, et c'est vrai aujourd'hui, c'est les céréaliers qui ont la main sur les instances, les autres, ils mettent quelques éleveurs, c'est pour faire voir qu'il existe, mais c'est les céréaliers qui ont la main, toujours.

[Intervenant 3] (35:08 - 35:15)
Peut-être parce que les céréaliers ont un fonctionnement qui est plus de l'ordre de l'industriel que de la paysannerie.

[Intervenant 1] (35:15 - 36:48)
Oui, et puis alors il y a des choses toutes bêtes et toutes simples. Quand vous êtes céréalier, vous comptez le nombre de jours de présence qu'ils sont obligés de travailler, et le jour dans l'année sur 365 jours où ils peuvent ne pas travailler, et puis un producteur de lapin, un producteur de lait, un producteur de lait, il est opérationnel 365 jours par an. Comment voulez-vous aller à Paris, aller à Bruxelles, ou aller dans votre département, à la préfecture, à des réunions qui peuvent être le soir, qui peuvent être l'après-midi, qui peuvent être à 19h, quand vous avez des animaux du vivant et que vous n'avez pas de revenus, vous ne pouvez pas vous faire remplacer.

C'est aussi bête que ça. Les céréaliers, ils peuvent rester 3-4 jours sur Paris, pendant toutes les périodes de l'année, pendant les saisons, mais à certaines périodes, quand les semis sont faits, ils peuvent rester 3-4 jours à Paris, un éleveur ne peut pas. Moi, tous les déplacements que j'ai faits sur Paris, je rentre dans la nuit, je ne reste jamais à Paris.

Alors maintenant, ça va être plus facile, je n'ai pas de vaches laitières, mais quand j'avais des vaches laitières, je prenais le dernier train du soir, toutes les nuits, j'étais arrivé, le lendemain matin, j'avais mon boulot, et quand je partais, c'était soit mon salarié, soit un voisin. On ne peut pas quitter l'exploitation, on est attaché, on est en prison avec de l'élevage.

[Intervenant 3] (36:48 - 37:41)
Il y a la même problématique prolétarienne, en quelque sorte, qui fait que celui qui passe son temps à travailler, qui ne peut pas lâcher son métier, est pénalisé dans sa capacité à s'exprimer socialement, politiquement, d'un point de vue citoyen. Aujourd'hui, le rentier a beaucoup plus de facilité à pouvoir être dans des espaces politiques que le gars ou la femme de ménage qui fait plusieurs ménages de 5h30 jusqu'à 7h. Après, elle va s'occuper des enfants, après, elle va refaire des ménages de fin de matinée, elle s'occupe des enfants le midi, elle refait des ménages l'après-midi, elle se récupère les enfants fin de journée.

Forcément, elle n'a pas le temps de pouvoir s'impliquer, de la même manière que le paysan qui est sur son exploitation en permanence, il ne peut absolument pas l'abandonner.

[Intervenant 1] (37:43 - 42:10)
Tout à fait, si vous voulez les grands virages, il faut que les gens le voient sur Internet. C'est 1963, le fonds des céréaliers de l'AFNSEA, Unigrain. Il y a un milliard d'euros de fonds propres qui circulent dans le monde entier.

Ils financent l'agro-industrie. Ils commencent souvent autour de 10 millions d'euros qu'ils mettent par entreprise. Unigrain, c'est quoi ?

C'est le numéro 1 de la boulangerie dans le monde. Ils sont détenteurs de tous les outils industriels dans le monde. La société s'appelle Mécaterme.

Unigrain, ils ont des fonds, le groupe Bouvard, les brioches paquées, le numéro 1 des glaces en France, les chaînes de restaurants, les laboratoires, 26 laboratoires en Europe.

C'est des États dans l'État. Ils ont placé des billes partout.

Donc ça, Unigrain. Le groupe Avril, issu de Sophie Proteol, suite à l'embargo américain de 1978, il y a eu des problèmes de sécheresse. Le gouvernement français a demandé à l'AFNSEA de mettre en place un plan protéine, ce qui était une bonne idée.

Il fallait essayer de prendre notre autonomie. L'idée était très bonne. Donc l'AFNSEA a créé Sophie Proteol, qui s'appelle le groupe Avril.

À partir de 1981-1982, ils ont mis ça en place. C'est Arnaud Rousseau, aujourd'hui le président. Avant, c'était Xavier Bolin.

Le groupe Avril, c'est tentaculaire. C'est le numéro 1 des huiles. C'est les agrocarburants.

C'est le numéro 1 de l'alimentation du bétail en France, à travers le groupe Sanders. Ils sont partout à l'étranger. Ils sont sur une trentaine de pays à l'étranger, au Brésil, partout.

Le groupe Avril, c'est 7-8 milliards d'euros, 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Mais au-dessus, en 2001, ils ont regroupé les 200-205 plus grosses coopératives, Agrial, Terena. Ils ont regroupé les coopératives qui sont gérées des gens de la Venezuela.

Ils les ont regroupées. Ça s'appelle In Vivo. Il y a plusieurs In Vivo.

Il y a In Vivo Rota, In Vivo Bionline. Ils ont fait des sections. Alors là, In Vivo, c'est 12-13 milliards d'euros.

Alors, In Vivo, aujourd'hui, ils sont rendus au sommet de Davos, à travers la ITEC. Ils travaillent aujourd'hui avec Xavier Niel, Mathieu Pigasse et Alexandre Zouhari. Alors, In Vivo, c'est qui ?

Vous faites tous travailler In Vivo, tous, même vous ici, présents. In Vivo, c'est Café de Paris, Boulangerie Louise, les magasins Dell, Jardin Langue. Là, c'est pareil, c'est tentaculaire.

C'est tentaculaire. Toutes les chaînes de distribution, In Vivo. Ils ont une compagnie aérienne à 38 places qui vend du vin dans les avions en Nouvelle-Zélande parce qu'ils ont acheté plusieurs vignobes.

Ils ont des sociétés de vin. Donc, si vous voulez, In Vivo, c'est une puissance de feu. Je vous dis, ils sont rendus au sommet de Davos à travers la ITEC.

Donc ça, c'est des gens de la FNSA. Le président aujourd'hui, c'est le président de la CAVAC en Vendée, coopérative CAVAC auprès de chez moi. Et avant, c'était Philippe Mangin qui avait été président de la coopération agricole et qui est passé président d'In Vivo.

Donc, si vous voulez, il y a conflit d'intérêts parce que vous ne pouvez pas être à la tête des structures qui font 12 milliards, qui sont sur tous les continents, qui détiennent des chaînes de magasins, qui travaillent avec des milliardaires dans les financements et le bras de l'État. Parce que tout ce que je vous ai cité, Unigrain, Avril et In Vivo, c'est main dans la main avec la congestion des gouvernements, pas de Macron, des gouvernements via la banque publique d'investissement. Donc, ça a été voulu par nos politiques d'avoir un modèle comme ça et d'industrialiser le modèle agricole, d'aller vers une financiarisation agricole.

Ce n'est pas un accident, c'est voulu.

[Intervenant 3] (42:12 - 43:21)
Alors justement, ça va me permettre d'aller sur la deuxième question que je voulais poser concernant le remembrement. Parce qu'évidemment, l'exemple qui est le vôtre, que vous avez expliqué, permet de totalement justifier le remembrement. Mais vous avez parlé de

choses très importantes, à savoir les haies, effectivement, le fait de faire en sorte qu'il y ait un maintien en quelque sorte de l'espace qui soit mené par la présence de haies, le fait de remettre des haies qui sont une nécessité.

Et du coup, la question qui était la mienne, parce que pour que vous compreniez, moi je viens de la région parisienne, je connais l'Oise, je suis d'origine familiale vendéen-normand, je connais le pays de Châteauroux et je suis depuis 15 ans dans le Tarn. Et je vois une très grande différence sur la taille des parcelles, sur la façon dont est structuré le paysage. Et la question qui est la mienne, c'est est-ce que vous considérez que le remembrement est effectivement nécessaire, indispensable, mais est-ce qu'il doit être limité en taille ?

[Intervenant 1] (43:21 - 45:16)
Le remembrement était nécessaire en France comme dans d'autres pays. Il est souvent déclenché par des lignes TGV ou des autoroutes, des infrastructures qui coupent les exploitations. Mais avant les autoroutes et les lignes de chemin de fer, il a été lancé, comme je vous le dis, dès le droit de 41 pour moderniser l'agriculture.

Le but du jeu, c'était d'agrandir les parts solaires, avoir des machines de plus en plus grosses, ça continue d'ailleurs, pour avoir de moins en moins de paysans dans les fermes, industrialiser le modèle agricole, capter la main-d'oeuvre agricole après guerre, parce qu'on avait besoin de bras dans l'industrie, dans les usines de chaussures, de voitures et autres. C'est ça, c'est les premiers concurrents du monde agricole, ça a été l'industrie française qui s'est développée. Alors est-ce que le remembrement est une bonne chose ?

Oui, s'il est raisonné et qu'on adapte des parcelles sur de l'élevage, il ne faut pas faire des parcelles de 30-40 hectares, il faut faire des parcelles, déjà quand on a des parcelles, moi quand j'avais des parcelles de 3 à 5 hectares, j'étais content, avec des autour, parce qu'on fait tourner les animaux, on a une rotation. Et le problème, c'est quand on va sur du part solaire de plus en plus grand, pour aller très très vite, pour avoir le moins de travailleurs possible dans les fermes et industrialiser, là on concentre des fermes de plus en plus grosses, on détruit notre valeur de travail en rapport à l'agroalimentaire, l'agroindustrie, à la grande dissolution, mais ça ne rapporte pas aux paysans qui font des centaines et des centaines d'hectares avec son gros tracteur, parce qu'il a enlevé des haies, donc il va plus vite, mais en fait il s'auto-détruit lui-même par ce modèle-là. Et puis alors en plus, il y a un problème quand les parcelles deviennent trop grandes, c'est le ruissellement, l'érosion, on perd un centimètre de terre tous les ans sur le territoire.

[Intervenant 3] (45:18 - 46:24)
Et puis il y a le niveau de productivité, j'ai vu dernièrement que, en fait, quand on met des haies, pour nos auditeurs, quand on met une haie, effectivement, elle prend de la place et elle coupe un petit peu la capacité à travailler sur le champ, mais par contre, elle va sur, je crois que c'est une distance de 5 à 7 mètres, permettent d'améliorer le rendement. Donc en fait, il y a la haie qui prend de la place, il va y avoir une bande de 1 mètre au niveau de la haie qui est bien évidemment moins productive, quasiment pas, mais après, on a 6-7 mètres qui est bien plus productif par la présence de la haie. Donc finalement, la haie compense par son effet sur les terres, sa présence.

Donc effectivement, je pense que ce que vous avez expliqué, c'est qu'il faut du remembrement, il faut faciliter la vie aux exploitants pour qu'ils puissent avoir des investissements justifiés, mais par contre, il y a des dimensions à ne pas dépasser, parce qu'à partir de certaines tailles, en fait, on n'est plus dans la notion d'amélioration de la productivité, du confort de l'exploitant, mais on est dans autre chose qui devient de l'industrie agricole.

[Intervenant 1] (46:24 - 46:58)
Et puis les haies, ça protège les tempêtes et tout, et où il y a des animaux, que ce soit des chèvres, des moutons, des chevaux ou des vaches, il faut des haies blocagères. Les

animaux, ils se mettent à l'ombre, ils se mettent à l'abri du vent. Donc enlever toutes les haies où il y a de l'élevage, c'est un non-sens.

Et même dans les régions céréalières, ils ont enlevé beaucoup trop de haies. Les haies, c'est reconnu que ça a une utilité, et on a été vers des trop grands parcellaires. Alors pas que la France, à l'extérieur, c'est pareil.

[Intervenant 2] (47:01 - 49:25)
On peut remarquer d'ailleurs, Philippe, quand j'étais plus jeune, quand il parlait de la Normandie et j'y allais régulièrement, toutes les petites rivières et tous les petits ruisseaux avaient une eau transparente dans laquelle on pouvait voir le fond, quelle que soit la profondeur. Ce qui est d'ailleurs malheureusement dans pratiquement toutes les campagnes très rares de nos jours, justement à cause de ces problèmes de sol, de ces problèmes de haies, de ce ruissellement et de cette terre qui disparaît et qui finit inévitablement dans les ruisseaux et dans les rivières. Et c'est vrai que le coût écologique en ce qui concerne la faune est sans pareil.

Et j'entendais hier soir, dans des informations, des gens se plaindre des ravages que faisaient certains animaux, notamment les sangliers, sur certaines exploitations qui, comme par hasard, sont toujours les mêmes. Des grandes étendues céréalières où le sol est à moitié mort. On parlait tout à l'heure de M.

et Mme Claude et Lydia Bourguignon. J'ai dans ma bibliothèque un de leurs fameux livres sur les sols et sur le laboratoire qu'ils faisaient et tout ce à quoi ils nous ont éveillés il y a une bonne vingtaine d'années là-dessus. Et on voit que les choses malheureusement n'évoluent pas du tout à ce niveau-là et que c'est de pire en pire.

Tout à l'heure vous nous avez brossé un historique très intéressant de l'évolution de l'agriculture à travers les organismes syndicales et associatifs. Est-ce que vous pourriez nous expliquer très rapidement aussi, mais si vous prenez le temps qu'il vous faut, pour nous expliquer comment petit à petit le paysan est devenu un industriel de la terre, la finance et les rapports en termes de nombre d'exploitation, de grandeur d'exploitation au fur et à mesure où les exploitations se sont grandies mécaniquement, les agriculteurs et les paysans ont disparu.

Est-ce que vous pouvez nous donner des ordres de grandeur et nous faire une petite fresque chronologique comme vous l'avez faite tout à l'heure, qui était fort intéressant. Nous allons pouvoir avoir comme ça un portrait historique dans cette fresque, s'il vous plaît, que vous nous expliquez.

[Intervenant 1] (49:25 - 55:36)
Quand, après la guerre, il y avait 6 millions de paysans et à mesure qu'on a industrialisé, qu'on nous a emmenés dans les traités de libre-échange, il y a eu restructuration. Alors, au départ, c'était peut-être pas ridicule, les gens avaient 2-3 vaches, c'était vraiment des petites exploitations, les gens travaillaient en autonomie, c'était de l'autoconsommation. Après, quand il y a eu l'évolution, où moi j'ai connu chez mes parents, où on est passé à 25-30 vaches laitières, mes parents avaient 25-30 vaches laitières, c'était pas forcément des modèles d'exploitation ridicules, c'était à taille humaine une quarantaine d'hectares.

Après, on a cru qu'en faisant des gains de productivité, comme les prix agricoles, on a été tout de suite concurrencés sur les marchés mondiaux. La plupart d'entre nous, on est tombé dans le panneau. Très peu ont été à l'autonomie dès les années 60-70, ça existe, mais c'est des André Pochon, il y en avait très peu de gens comme ça, on les compte sur les doigts de la main par département.

La plupart d'entre nous, la mécanisation est arrivée, la mécanisation nous a beaucoup soulagé, le travail est beaucoup moins physique. Aujourd'hui, on travaille dans de bonnes conditions, dans des bien meilleures conditions que travaillaient nos parents, simplement

au lieu d'avoir une charge physique, on a une charge mentale, parce qu'on est super endetté, on n'a pas de revenus et on est attaché au modèle. Et en fait, quand il y avait 25 vaches, les bâtiments se sont améliorés, donc on a dit après tout, on traite 25 vaches, on a un bâtiment qu'on peut un peu agrandir, on va entraire 50, on passera peut-être 20-25 minutes de plus matin et soir à l'étraire, mais on va doubler la production.

Et on est parti là-dedans. Et après, quand il y en a eu 50, le gars il a dit au fait, je pourrais peut-être en avoir 100. Et puis l'engrenage il s'est fait là, l'agrandissement, le cannibalisme, la guerre des terres entre les voisins, essayer de bouffer le voisin, ça continue, moins que ça faille, parce que là la crise elle est importante.

Il y a 2,5 millions d'hectares en friches, tellement il n'y a plus de revenus, les gens ils n'ont plus les moyens de les entretenir. Mais le cannibalisme il s'est fait comme ça, la compétition, certains voulaient toujours bouffer les autres, donc ils se sont endettés, ils ont travaillé plus pour gagner moins en fait. On a globalement, on a tous travaillé plus pour gagner moins, à part certains céréaliers dans des bassins où la terre est à fort potentiel.

Parce que les céréaliers où la terre n'est pas à fort potentiel, céréalier ça ne gagne pas sa vie non plus. Il y a beaucoup de gens qui ont arrêté l'élevage, ce que j'appelle les zones intermédiaires qui ne sont pas des terres à haut potentiel, qui ne sont ni les plaines de clan, ni la Seine-et-Marne, là il y a des bonnes terres, ou dans la Limagne, ou dans le bas du Clermont-Ferrand, mais tous les départements n'ont pas des bonnes terres comme ça. Et bien ceux qui ont arrêté l'élevage, parce que l'élevage on est à bout de souffle, on en a marre, arrêter l'élevage pour faire des céréales, si ce n'est pas des terres à céréales, alors vous allez travailler moins, ça c'est évident, mais vous allez faire faillite, ou alors il faut travailler à l'extérieur.

Alors on voit beaucoup de gens, avant les paysans ils vivaient sur les exploitations, il y avait même le grand-père, la grand-mère, il y avait beaucoup de célibataires, les tontons, tout ça, et à partir des années 70, encore pas trop, mais à partir des années 75-80, le premier levier, puisqu'on rentrait dans les compétitions sans arrêt avec les traités de libre-échange qui sont arrivés, le Commonwealth avec l'Angleterre, un des premiers qui a tué les paysans, c'est le Commonwealth avec les colonies anglaises.

Là on était avant Schengen, on était avant Maastricht, les traités de libre-échange, Schengen, les producteurs de moutons, moi les premiers que je connais qui se sont pendus, c'est les producteurs de moutons, et les producteurs de porc aussi, qui étaient très endettés. Et donc le premier levier qui a été utilisé par le monde agricole, manque de revenus, alors toujours essayer de faire plus d'hectares, pour essayer de maintenir un revenu, travailler toujours plus, toujours plus, se mécaniser, s'agrandir, s'agrandir, et le levier qui a été pris dès les années 80-75, je dirais, c'est que l'épouse, elle a été travaillée à l'extérieur, c'était souvent l'épouse, ça pouvait être le mari aussi, et que la femme soit exploitante, mais c'était plus souvent l'épouse qui allait travailler à l'extérieur, et puis après au fil du temps, parce que là ça continue toujours, ça c'était le premier levier.

Le deuxième levier qui est venu, c'était les... alors le premier ça doit être les méthaniseurs, la méthanisation, promulguée par Xavier Bolin d'ailleurs, FNSEA, après il y a eu les parcs éoliens, qui ont dû arriver après, le photovoltaïque sur les bâtiments, et maintenant l'agrivoltaïsme dans les champs. Et tous ces leviers utilisés par les paysans, en fait le paysan il ne peut pas gagner sa vie suffisamment dans sa ferme, donc il part sur de l'énergie, comme c'est une décision géopolitique, géostratégique des états, de faire un mix énergétique, alors sur lequel on peut débattre, il y en a qui veulent qu'il n'y ait que 50% de nucléaire, d'autres 60, donc la France, les gouvernements ont décidé un mix énergétique, avec de l'éolien et du solaire, et de la méthanisation, donc les paysans, tous ceux qui peuvent, ils s'engouffrent là-dedans, ceux qui peuvent, parce que pourquoi ?

C'est tout simple, ça donne un complément de revenu, quand vous imaginez qu'une

éolienne, je ne défends pas les éoliennes, ça c'est un autre sujet, quand vous imaginez qu'une éolienne qui est posée sur un terrain agricole, va rapporter plus que le revenu total de l'exploitation en net dans l'année, c'est tout, moi je vous ai répondu à la question, si vous me dites que les agriculteurs sont pour les éoliennes, non, non, les agriculteurs ne sont pas pour les éoliennes, ni pour l'agrivoltaïsme, ni le photovoltaïque, ils cherchent à manger, ils cherchent à remplir le panier à la fin du mois, tout simplement.

[Intervenant 2] (55:37 - 57:08)
Alors j'aurais une question Philippe à vous poser, qui me vient en vous écoutant, d'abord un petit complément, parce que c'est une évidence, mais peut-être pas pour tout le monde, les éoliennes ou toutes ces énergies renouvelables, sont comme certains types d'ailleurs d'agriculture, sous perfusion de subventions et d'aides, et il y a quelque chose, quand je vous écoute, écoutez, de retracer l'historique qui me frappe, c'est cette déconnexion que l'on retrouve dans l'industrie, entre le monde de la production et les sociétés de production, et le monde de la finance, comme si à un moment donné, y compris dans l'ensemble de notre société, mais aussi dans l'agriculture, à partir du moment où la financiarisation est arrivée, à partir du moment où on peut trouver des biais politiques globalistes, avec des mises en compétition de gens qui ne se battent pas avec les mêmes armes, et où plus que jamais on va chercher les revenus dans la finance et pas dans la production, est-ce que vous êtes d'accord avec cette forme d'analyse, où aujourd'hui on se rend compte qu'on n'a plus d'industrie, et on n'a plus d'agriculture, et on n'a plus de capacité, Dieu merci encore on l'a, mais elle est quand même très mise à mal en tout cas sociologiquement et politiquement en ce qui concerne l'énergie, est-ce que vous êtes d'accord avec ce constat au regard de ce que vous vous constatez dans votre branche d'activité qui est l'agriculture ?

[Intervenant 1] (57:08 - 59:11)
Complètement d'accord, 100% d'accord, alors ce qu'il faut bien comprendre, parce qu'après on va parler aussi des traités de libre-échange et de l'Europe, ce qu'il faut bien comprendre, ça c'est des moyens pour mettre les paysans, d'ailleurs 80% des gens pauvres dans le monde sont des paysans, on ne peut jamais l'oublier, évidemment il y a l'Afrique, on est d'accord, mais 80% des gens pauvres sont des paysans, c'est important à soutenir ça, dans les gens pauvres on ne retrouve pas des notaires, des avocats ou des pharmaciens, c'est important ça.

Ce qu'il faut savoir c'est que certes les traités de libre-échange, on peut en parler, c'est un moyen pour nous mettre en compétition et tout ce qui est Mercosur, CETA, ça fait beaucoup de mal parce que ça permet aux centrales d'achat qui sont en situation d'oligopole et à l'industrie agroalimentaire, puisqu'en France maintenant autour d'un pour cent des entreprises de l'agroalimentaire détiennent les 16 000 entreprises agroalimentaires, de part des fusions acquisitions et de part des schémas où ils ont des SAS et des participations, en fait il y a quelques acteurs autant dans la distribution que dans l'agroalimentaire, c'est l'Altaïs, c'est Bigard, dans les veaux c'est deux hollandais, il y a deux hollandais qui ont la main sur le marché du veau dans toute l'Europe avec une plateforme aux Etats-Unis, donc c'est des oligopoles comme est Leclerc ou Carrefour, c'est la même chose. Mais alors ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est qu'on dit oui l'Europe, on va en parler, c'est de la faute à l'Europe, mais attention, c'est plus compliqué que ça. Et là ça ne regarde pas Ursula von der Leyen, une vache ou un litre de lait qui est produit dans le Ménéloir, qui est transformé dans le Ménéloir et qui est consommé dans un magasin dans le Ménéloir, même à 15 km d'où la vache elle est sortie, où le lait a été produit, où le canard a été produit, ça ne donne pas de marge à l'agriculteur.

Donc ceux qui disent c'est l'Europe, c'est l'Europe, oui, mais c'est beaucoup plus compliqué que ça.

[Intervenant 2] (59:13 - 59:45)
Alors rentrons dans le détail Philippe, s'il vous plaît, parce que vous nous engagez dans quelque chose de pointu, mais il faut aller jusqu'au bout des choses, rentrons dans le

détail et expliquez-nous pourquoi justement ça ne donne pas, puisqu'on a quand même un discours ambiant qui parle de local, de circuit court, de circularité de la production, etc. Allons jusqu'au fond et expliquez-nous. N'ayez pas peur de parler de marge, de tarifs et un peu de gestion économique.

[Intervenant 1] (59:47 - 1:01:59)
Pour expliquer la chose, par exemple en viande, l'acteur principal qui détient les abattoirs c'est Bigard, qui en détient environ 60-65% et puis il détient plus de 50% des abattoirs de port. Donc les animaux qu'on produit nous, qui sont abattus dans l'abattoir Bigard et qui sont consommés par vous, chez nous en France, à côté de chez nous, on n'a pas de marge. Et là c'est pas Ursula von der Leyen, c'est pas le Mercosur.

La viande elle est chez nous, arrête chez nous. Donc au-delà, parce qu'on va parler des traités de libre-échange après, bien sûr que c'est un problème, un gros problème, mais ce qui est produit chez nous, valorisé chez nous, transformé chez nous, consommé par le consommateur français, il ne revient que 6,50€ à l'agriculteur sur un caddie de 100€. Et là j'ai pas parlé du Mercosur, ni du Brésil, ni des Allemands.

Je parle chez nous. Ça veut dire que la chaîne de valeur dans la filière, une filière c'est une addition de valeur ajoutée. Ça veut dire qu'il y en a qui mangent tout le gâteau et la part du gâteau, les 6,50€, il ne reste plus rien aux paysans qui mangent le gâteau.

La logistique, les gens qui viennent dans nos fermes chercher nos produits, parce qu'il ne faut jamais oublier que l'agriculteur ne fait pas sa facture, c'est l'acheteur qui fait la facture, c'est Big Air qui vient chercher les aliments, qui fait la facture. Donc il y a Big Air, il y a toute la logistique et puis il y a la grande distribution. Donc la marge, elle est prise sur le dos des paysans.

Et là je n'ai pas parlé du Brésil, je ne parle pas de la Nouvelle-Zélande, je parle de ce qui est produit chez nous et consommé chez nous. Pour qu'il revienne une marge, il faut avoir des amas pour des choses type le maroilles, le comté, le beaufort, le vin, les appellations, le champagne, le coteau du Léon, à condition que l'agriculteur ait la facture. Il faut que ce soit l'agriculteur qui ait la facture.

Si l'agriculteur n'a pas la facture, c'est mort.

[Intervenant 2] (1:02:00 - 1:02:31)
Alors Philippe, comment vous expliquez historiquement, moi je suis au courant bien entendu, je suis un ancien reparti de la grande distribution, donc je connais tous ces problèmes de filières par cœur et ces prix imposés. Mais comment vous expliquez qu'historiquement, l'agriculture soit, à ma connaissance, je n'en vois pas d'autre, le seul secteur d'activité où c'est l'acheteur qui fait le prix. Apparemment, il y aurait les pêcheurs aussi.

Oui, la pêche, l'agriculteur.

[Intervenant 1] (1:02:32 - 1:02:59)
C'est le seul secteur où l'agriculteur ne fait pas sa facture, ça a été décidé comme ça, main dans la main avec les politiques, c'est-à-dire que c'est l'industrie agroalimentaire, ce n'est pas Leclerc, mais Leclerc, on sait ce que c'est, mais ce n'est pas Leclerc qui fait la facture des paysans, c'est Lactalis, Sodial, Bigard, LDC dans la volaille, le numéro 1 européen, c'est eux qui font la facture, ce n'est pas Leclerc.

[Intervenant 2] (1:03:01 - 1:03:20)
Alors, comme en France, historiquement, on n'a pas de loi antitrust, on a, par la connivence des politiques et des industriels, on a laissé faire ces multis internationales, mais là vraiment inter de la nation, devenir des trusts et d'imposer leurs conditions aux agriculteurs.

[Intervenant 1] (1:03:20 - 1:05:18)
C'est des oligopoles alors qu'on peut faire autrement. Il y a la Suisse, par exemple, où ils mettent beaucoup de protectionnismes pour protéger, c'est une décision gouvernementale, pour protéger le marché intérieur, ce qui fait que les prix sont plus élevés, ils se portent plutôt mieux que nous depuis 25-30 ans, même si maintenant ils se font attaquer parce que la mondialisation pénètre partout, ils sont moins à l'aise qu'ils l'ont été, mais ils l'ont été longtemps, beaucoup mieux que nous.

Et il y a l'exemple du Canada, où le père Trudeau a fait ce que nous on a voulu faire à travers l'association des producteurs de lait indépendant, mais on n'a pas abouti, parce que la FNSEA a lutté contre nous, parce que la FNSEA défend l'agroalimentaire, pas les paysans, c'est que le père Trudeau, il avait imposé dans les années 75-80 la gestion de l'offre, c'est à dire que la gestion de l'offre, il gère les volumes, il accepte plus ou moins 3% d'importation et d'exportation, c'est régulé, ce qui rente et ce qui sort, et donc ils ont protégé leur marché intérieur, ce qui fait que de moyenne ils ont toujours été payés à peu près en lait, ils font pour le lait et les oeufs, pour la viande ils n'ont pas réussi parce qu'il y a un abattoir puissant aux Etats-Unis qui a empêché de faire ça, mais ils sont payés 20 centimes de plus que nous, depuis longtemps, et bien sûr c'est ces 20 centimes-là qui nous manquent depuis les années 80-85, et donc c'est des organisations de producteurs indépendantes, de tous syndicats et de tous partis politiques, et c'est l'organisation de producteurs qui fait la facture, qui est gérée par les paysans, et qui dit aux laiteries, voilà vous voulez du lait, combien vous voulez de lait ce mois-ci, tant de litres de lait, ça sera de tel prix.

C'est les producteurs qui ont repris la main, c'est le seul exemple que je connais dans le monde, et les libéraux essayent de le flinguer, l'OMC essaye d'attaquer, d'ailleurs.

[Intervenant 2] (1:05:19 - 1:06:52)
Alors sans vouloir rentrer dans le code du commerce, mais bon il faut bien quand même nommer les choses, vous le savez très bien, je pense que tout le monde au moins ici le sait, la vente à perte est interdite, commercialement parlant. Alors comment on arrive à détourner, je vois votre sourire, vous savez très bien où je veux en venir, la vente à perte étant interdite, comment peut-on alors que l'acheteur décide de la vente du produit, et donc forcément de fait de la marge de celui qui le livre, donc en l'occurrence ici l'éleveur, donc le producteur, on le fait force à travailler à perte, on est bien d'accord, pour la plupart du temps en dessous de ces coûts de revient, et avec les fluctuations, et on parle même pas, peut-être qu'on aura le temps d'y aborder aussi, de la financiarisation, et du fait qu'aujourd'hui il y a de la spéculation sur les denrées alimentaires au niveau mondial, où on crée des famines artificiellement, alors qu'on est en surproduction, j'ai en mémoire notamment une fameuse crise du riz, alors qu'il y avait une surproduction mondiale. Bref, comment pouvez-vous nous donner, en tout cas donnez-nous une interprétation de cela, puisque quand même la vente à perte, on est bien d'accord, est interdite, et d'ailleurs les Leclerc dont vous nous parlez à juste titre, sont les premiers de temps en temps à ressortir cette loi du code du commerce, quand ça les arrange bien entendu.

[Intervenant 1] (1:06:52 - 1:10:35)
Oui, alors a priori, juridiquement parlant, ça serait la revente à perte, ce ne serait pas la vente à perte, et même, apparemment juridiquement, et si même on considère que ce n'est pas la revente, puisque nous on n'est pas dans la revente, on est dans la vente, ça voudrait dire qu'on pourrait d'ailleurs faire une société, ce qu'on peut, on fait une SAS chez nous, on vend notre lait à la SAS Grégoire, et du coup ça deviendrait une revente, ça veut dire que la SAS Grégoire ne devrait pas revendre à perte, mais ça on n'a jamais réussi à percer ça, parce que le problème après de la vente, de la revente, c'est là qu'on arrive au cœur du réacteur, c'est que les gens qui donnent les coûts de production, c'est à dire notre prix de revient réel avec une rémunération comme un garagiste, si vous me donnez le nom de votre garagiste, vous allez voir que, je vais vous donner le mien, vous allez voir que pour faire une vidange, ou pour changer un moteur, vous allez voir qu'on ne va pas être du

simple au double sur le territoire national, à part ceux qui sont à Paris peut-être, mais on va se retrouver, voilà, vous faites venir un maçon, il pose un mur chez vous, mon maçon il va être dans les mêmes prix, on les connaît les coûts de production, dans toutes les professions, ouvreurs, etc, alors il peut y avoir une petite concurrence, mais vous n'allez pas passer du simple au double, et bien nous le problème il est là, c'est que nous dans la profession, les interprofessions, c'est la FNSA, et les gens des interprofessions qui ont le pouvoir et qui donnent les prix indicateurs à l'industrie agroalimentaire et dans les ministères, c'est des gens qui sont en collaboration avec l'agroalimentaire, et quand il y avait les grèves du lait en 2009, parce que Rocard avait mis les quotas, Michel Rocard, il avait mis dans toute l'Europe les quotas laitiers pour réguler la production, en 1984, il y avait 396 000 fermes qui produisaient du lait en 1984, là on va arriver à 40 000, on est en 2025, vous voyez, on a enlevé un zéro, 40 000 fermes, et les gars gagnent moins leur vie qu'à cette époque là, ils sont plus endettés, le problème c'est que les coûts de production sont donnés par des gens de la FNSA, donc en 2009, ils disaient que le coût de production c'était 24 centimes, et en 2009, quand on s'est réveillé, on demandait 40, on était gentil, c'était plus que ça en réalité, mais on demandait 40 centimes, eux ils disaient qu'à 28, ils gagnaient bien leur vie, les gens de chez nous, des producteurs de chez nous, de la FNSA, alors bien sûr c'était faux, beaucoup de ceux qui ont dit ça aujourd'hui ne sont plus là, ils ne sont plus exploitants, ils ont déposé le bilan, mais en attendant, je ne sais pas comment on doit appeler ça, et là on est dans la collaboration, ça veut dire que les prix qu'ils donnent, c'est les prix adossés à l'agroalimentaire pour prendre des parts de marché à l'export à l'international, et pour faire un bras de fer avec la grande et moyenne distribution, moi quand j'ai commencé à rencontrer Serge Papin, des gens comme ça, le patron des U, maintenant c'est Chécher, la première fois que je l'ai rencontré dans une ferme, j'ai dit, vous voyez bien qu'on ne peut plus tenir, on ne peut plus vivre, il nous faudrait au moins 45 centimes, c'était 2013-2014, au moins, au moins, j'étais gentil, mais il m'a dit, écoutez, je ne comprends pas monsieur Grégoire, il dit moi je vais à Paris, je consulte le gouvernement, les élus, je reçois des paysans, et j'ai dit, qui est-ce que vous avez reçu comme paysans ? La FNSA, et j'ai dit, vous en dites quoi ?

30 centimes, 30-32 centimes, ça va très bien, ça y est, j'ai tout dit, j'ai tout dit, je ne vais pas en dire davantage.

[Intervenant 2] (1:10:37 - 1:12:00)
Alors, tout à l'heure en préparant un peu cette émission, vous appeliez à une forme de responsabilité des acteurs agricoles et des producteurs, puisque là, on est au niveau national, on va bien sûr évoquer l'international, on ne peut pas y couper, mais ce qui est un peu surprenant dans votre discours, et ce qui fait d'ailleurs, en préparant l'émission, puis je vous suis un petit peu depuis quelques années, j'ai vu que parfois vous ne faisiez pas l'unanimité, parce que vous êtes le premier à dire que, quand je dis nous, c'était vous, parce que moi, je ne suis pas éleveur, nous, en tant que producteurs, éleveurs, nous sommes responsables de ce qui nous arrive. Est-ce que vous pouvez un petit peu développer ce concept, qui parfois, est un peu, bon, c'est très abru, c'est très musc, mais vous appelez de votre propre responsabilité, je suppose que vous avez des arguments pour cela, et ça pourrait nous éclairer, parce que vous nous expliquez que, bien entendu, rien n'est binaire, rien n'est manichéen, et tout est multifactoriel, et vous incluez la part de responsabilité des producteurs et des agriculteurs dans une très forte proportion, si j'ai bien compris votre discours et votre pensée. Est-ce que vous pourriez nous expliquer cela ?

[Intervenant 1] (1:12:00 - 1:17:45)
Oui, parce que l'immense majorité, on ne sait jamais tout le monde, mais l'immense majorité des paysans que vous voyez encore sur les territoires, souvent, comme moi, on est issus de générations d'agriculteurs, l'immense majorité, et c'est pour cela que, je vais vous le dire tout de suite pour ne pas l'oublier, j'ai beaucoup plus confiance dans les néoruraux, les gens qui viennent hors cadre agricole, parce que ceux-là, ils ont une autre mentalité, et pour moi, leur mentalité, elle est meilleure que celle des agriculteurs.

Je m'explique. Nous, si on prend après-guerre, la plupart d'entre nous, on s'est installé derrière nos parents, grands-parents, et la culture agricole, le conditionnement qu'on a eu, à travailler très dur, à travailler la terre, travailler beaucoup, la valeur travail, un agriculteur, c'est la valeur travail. Si le gars, il veut se prendre un mercredi avec ses enfants, aller jouer au basket, il va être traité de feignant dans le monde agricole.

Un paysan, ça travaille tout le temps. C'est ce qui a été ancré dans les mentalités. Ça va changer dans les jeunes générations, mais ça va être long.

Et le problème, c'est que c'est pas des métiers où les gens se comportent comme des chefs d'entreprise, c'est des métiers passion, raccrochés à l'affection familiae et l'affection societatis. Affection familiae, on porte les générations qu'on travaillait avant nous, si ça doit arrêter, la ferme ou déposer le bilan, c'est un échec. Parce que le grand-père, l'arrière-grand-père, le père, il a élevé sa famille, et si nous on dépose le bilan, on va être celui qui a contribué à la destruction de l'exploitation familiale.

Même le regard des frères et sœurs qui sont rendus en ville, ils vont avoir un regard négatif sur nous. Là, on porte la charge de nos générations à l'entretien de la terre, à l'entretien de l'exploitation. Et l'affection societatis, la plupart, ça sera de moins en moins vrai, ça l'est encore beaucoup, c'est que les parents, ils ont gardé des fonds là-dedans.

Ils ont gardé des terres, voire les frères et sœurs. Un GFA, groupement foncier agricole, avec les frères et sœurs, qui ont gardé des terres. Et les parents, souvent, sont encore propriétaires du corps de ferme, où beaucoup se sont rendus cautions.

Donc, quand ça part en défaillance économique, c'est pas l'agriculteur qui va déposer le bilan au tribunal du Mans, ou d'Angers, ou d'Alençon. Il entraîne sa famille, il entraîne ses parents, qui ont travaillé toute une génération, voire les frères et sœurs, qui sont impliqués dans le GFA avec les terres. Donc, c'est ça qui fait que c'est un métier passion, les gens s'accrochent jusqu'à la mort.

Il n'est pas rare, et c'est là que les journalistes devraient mener leur enquête, ça sauterait aux yeux. On voit des exploitations avec des tracteurs énormes, qui ne leur appartiennent pas d'ailleurs, ils sont en leasing ou ils sont aux boîtes de financement, voilà. Et quand vous rentrez dans les maisons d'habitation, si vous voyez la pauvreté, je vous invite à voir la pauvreté des lieux des maisons d'habitation des agriculteurs.

Je pense que vous seriez surpris et que vous n'avez jamais vu ça. Et quand on parle de gens pauvres, dans la rue, en ville ou au RSA, je vous invite à aller voir dans les campagnes, je dis bien à l'intérieur des maisons d'habitation, quand on voit cet état de pauvreté. Alors, ça n'a aucune commune mesure avec un plombier, un maçon, même s'il y en a qui ont fait faillite, mais un maçon, un plombier, un électricien, vous allez dans leur maison privée, vous allez voir, il y a un confort, on va dire, normal.

Mais là, dans la paysannerie, moi je le vois, depuis que je suis au SAMU, je le savais avant, et là je le vois encore plus. Quand vous allez dans la vie privée, dans les maisons d'habitation, il y a des endroits, c'est digne du Moyen-Âge, je dis bien le Moyen-Âge, et je pèse mes mots. Où les maisons sont mieux, on ne va pas se cacher, c'est quand la femme a un salaire extérieur.

Et ça, aucun homme politique n'a dénoncé ça, la pauvreté de la paysannerie, puisque la coopération agricole et le syndicat, pour moi, ils se sont fourvoyés, ils ont défendu l'industrie agroalimentaire, mais pas la paysannerie, puisque les coopératives sont nées en 1855, en Angleterre, des lois Rochedale, sont nées là les coopératives. Les premières sont arrivées dans les années 1900 en France, je crois la première en Charente-Maritime, et dans les statuts fondateurs de la coopérative, il est bien notifié dans les articles de loi qui sont marqués, inscrits dans le marbre, que la coopérative doit veiller à l'évolution sociale de l'associé coopérateur. Donc la coopérative n'a pas rempli son rôle, puisqu'elle a monté

des SAS, des multinationales, avec des directeurs de coopératives, que j'avais moi dans mes coopératives, entre 60 et 80 000 euros mensuels pour les directeurs, et 45% des paysans à la prime d'activité au RSA.

Donc la coopérative n'a pas rempli son rôle, elle n'a pas veillé à l'évolution sociale du membre coopérateur, elle a fourvoyé les paysans, et en plus elle a exonéré d'impôts, 2 milliards d'euros chaque année, à peu près, payés par l'ensemble des Français. Les coopératives agricoles ne sont pas soumises à l'impôt sur les sociétés, c'est un cadeau de l'État français.

[Intervenant 2] (1:17:47 - 1:18:24)
Je peux confirmer pour avoir vécu en Ardèche, dans l'arrière-pays, et pour avoir vécu ces dernières années aussi dans l'arrière-pays basque, qui est une région qui n'est pas à plaindre, mais en Ardèche c'était vraiment très difficile, et je confirme ce que vous dites, car on a vraiment l'impression que parfois les coopératives sont des esclavagistes modernes du monde agricole, c'est quand même incroyable et vous avez tout à fait raison.

Alors, puisque vous ne pratiquez pas la langue de bois, c'est pour ça aussi que vous êtes...

[Intervenant 1] (1:18:24 - 1:19:48)
J'avais un élément que j'ai oublié, excusez-moi, sur unigrain, un élément très important. 46 créations de la FNSEA, je vous ai dit, pour les gens qui veulent les voir sur Internet, vous irez voir, c'est tentaculaire, vous tapez unigrain, le groupe Avril ou Erusso, et in vivo, in vivo, I-N-V-I-O, comme ça se prononce. Unigrain, pour vous dire l'importance et la congestion des politiques, parce que quand les gens disent « ah Macron, moi je ne suis pas d'accord », non, non, ce n'est pas Macron, ça remonte bien avant Macron.

En 1975, le Sénat français, c'était Valéry Giscard d'Estaing, le Sénat français a scellé dans le marbre unigrain reconnu comme le rôle de la COFAS, la COFAS c'est l'entreprise assurance des paiements, assurance des crédits des paiements, quand on fait des affaires avec des PME, vous allez sur le site de la COFAS, les entreprises sont notées, qu'elles soient en Italie ou ailleurs, il y a une notation pour éviter d'avoir des impayés. Le gouvernement français a confié à unigrain pour l'agricole le rôle de la COFAS, assurance paiement des transactions agricoles.

C'est pour vous dire que les politiques, et là FNSEA, c'est une congestion totale.

[Intervenant 2] (1:19:50 - 1:21:29)
Alors, si je peux me permettre, on retrouve ça aussi historiquement dans le catalogue des semences hybrides et fins à travers le GNIS, si je me souviens bien de la chronique, où on peut saluer d'ailleurs le travail admirable historique de l'association Cocopéli concernant la préservation des graines, et là on se rend compte quand même d'une chose incroyable, c'est que nous vivons dans un pébic, je crois qu'on doit être dans le trio de tête mondiale, ou si ce n'est le premier de mémoire, vous pourrez me corriger si je dis une bêtise, nous avons un catalogue de semences hybrides et fins, ça veut dire quoi ? Ça veut dire concrètement que ces semences ne sont pas naturelles et qu'elles ne se reproduisent pas, bien entendu le paysan était obligé de passer au tiroir caisse, et tout ça avec la collusion des industriels et du monde politique. Je sais que beaucoup de gens l'ignorent, c'est pour ça que je le redis, même si pour des gens qui sont un petit peu en éveil ou qui ont suivi les combats des bourguignons, on parlait de lui, de Pierre Rabhi justement et son fils a repris un peu le flambeau.

Pierre Rabhi, une fois j'ai eu la chance de le rencontrer, il disait fort justement que c'était l'aménagement du Titanic qu'on essayait de faire, parce qu'il fallait revoir entièrement le système, alors c'est marrant parce que cette formule on peut la retrouver, la mettre à toutes les sauces, aujourd'hui que ce soit en politique, en sociologie, en économie, en industrie et aussi malheureusement. J'aurais aimé, si vous avez terminé, vous me direz.

[Intervenant 1] (1:21:29 - 1:22:05)
J'avais juste une petite parenthèse, Claude-Émile Bourguignon l'explique très bien ça, et les semences, la main des semenciers sur les paysans, où ils ont sélectionné quelques variétés de blé et de maïs, ils ont sélectionné des variétés très productives mais qu'elle est tombée malade, donc ils fournissent les semences, ils ont la main sur les semences et derrière ils arrivent à vendre les produits, c'est pour ça que parler des phytosanitaires et de la loi du plomb, on ne peut pas en parler sans parler des semences, parce que le système il est lié, il nous conduit là.

[Intervenant 2] (1:22:07 - 1:22:39)
Tout à fait, alors avant de développer, j'aurais aimé vous entendre parler de la SAFER, Philippe s'il vous plaît. Je sais de quoi on va parler mais déjà expliquer ce qu'est la SAFER et expliquer comment d'une idée qui pouvait être éventuellement splendide, on en est venu à des dérives et des débordements incroyables, en tout cas c'est ce que je constate, j'aimerais bien avoir votre avis là-dessus et votre éclairage.

[Intervenant 1] (1:22:39 - 1:25:15)
Alors souvent l'idée de départ, quand il y a des nouvelles structures de montée, l'idée part d'une bonne intention et elle est bonne, et la SAFER pour moi c'est un outil, c'est ce que dit la Confédération Paysanne d'ailleurs, la SAFER est un outil extraordinaire qui a fait un travail remarquable quand elle a été créée, parce que où il n'y a pas la SAFER, si on va dans les pays anglo-saxons où c'est le libéralisme, il n'y a pas ça en Angleterre, ni en Hollande, voilà, c'est plutôt pire, le libéralisme fait encore plus de ramages, et là la SAFER ça permettait d'encadrer, ça permettait d'acheter du foncier pour installer des jeunes, quand il y a des infrastructures, des autoroutes et tout, la SAFER elle se positionne dans la région sur les fermes où les gens vont partir à la retraite, elle fait du stockage de fonciers, et après quand l'autoroute arrive ou le TGV, il y a une redistribution qui est faite avec les géomètres, et en fait on ne perd pas de terrain, c'est ce qui est arrivé chez moi, moi je n'ai pas perdu de terrain, la SAFER a joué son rôle, elle a repris des terres qui étaient en vente dans la région, mais au sens large, et après il y a des échanges qui sont faits, c'est l'ESPER géomètre qui justement constitue un remembrement, et le rôle de la SAFER est un rôle extraordinaire, alors le problème, il y avait même possibilité, quand il venait des investisseurs étrangers sur des terres qu'on avait en location, ou des fermes qu'on voulait prendre, on pouvait faire préempter la SAFER comme on était exploitant à titre principal, avec une révision de prix, certains faisaient monter les prix, et au fil du temps, c'est vrai que la SAFER, puisque les présidents de SAFER là encore sont les présidents de la FDSEA, c'est les mêmes, là encore, au fil du temps oui, c'est vrai que la finance, la SAFER ne joue plus tout à fait un rôle aussi vertueux qu'au début, parce que maintenant l'importance de l'argent, l'argent a pris beaucoup d'importance dans nos sociétés, et il y a des investisseurs étrangers, il y a des gens qui placent de l'argent dans la terre, j'ai chez moi des chanteurs, des acteurs qui sont venus acheter des gros vignobles, de par Dieu, à côté de chez moi, j'avais Gaston Le Nôtre, donc la SAFER forcément, avec des gens comme ça qui arrivent, qui mettent le paquet sur la table, ils n'ont pas résisté, ils n'ont pas résisté à ça, alors ça défend un peu moins la petite paysannerie que c'était au début, ils peuvent encore avoir des beaux projets, ils peuvent, mais c'est pas toujours le cas.

[Intervenant 2] (1:25:18 - 1:27:39)
Oui, il y a quand même une dérive certaine sur le rôle initial que devait instaurer la SAFER justement par aussi un objectif de régulation des prix des terres, qui était quand même très important, et au lieu de les réguler, elle a arrivé, on va dire par compromission, pour être gentil, à les faire augmenter, et on se retrouve parfois avec un rôle plus que douteux de la SAFER dans certaines régions et dans certaines obtentions de prises de terres. Alors, vous avez parlé des étrangers, non pas dans le sens à connotation qui pourrait être mal interprétée, mais ça va nous permettre de dézoomer, mais restons avant de dézoomer vers l'étranger et donc de parler de l'Europe, de parler des coopérations, qu'elles soient européennes ou bilatérales, puisque nous avons aussi historiquement des restes de coopérations bilatérales avec des pays en dehors de l'Union Européenne, même si maintenant tout passe, on va dire, par cette grande machine de l'Union Européenne.

Est-ce que vous pouvez nous parler un petit peu, justement, de cette forme d'accaparement des terres, parce qu'on peut quand même parler et employer ce terme, y compris en France. On a bien vu, malheureusement, que pour des raisons trop compliquées, qui seraient presque hors sujet, qu'aujourd'hui le grenier de l'Europe, quand j'étais à l'école, on me disait que c'était l'Ukraine et que malheureusement, aujourd'hui, les Ukrainiens ont perdu la propriété de 30% des terres, comme par hasard. On pourrait se poser la question pour le pétrole avec la Libye.

On ne va pas rentrer dans ce genre de dérive de considération, mais en même temps, c'est du factuel. Est-ce qu'on peut parler aujourd'hui d'une forme d'accaparement des terres en France par des instituts, des personnes, des fonctions financières ou éventuellement des montages, parfois même obscurs, pour la prise de possession des terres dans nos pays ? Est-ce que c'est possible ?

On peut dire ça ?

[Intervenant 1] (1:27:39 - 1:31:14)
Non, on ne peut pas le dire aujourd'hui. Il y a 4 200 000 propriétaires. Il y a beaucoup de petits propriétaires, souvent des héritages de famille.

Mais il y a des propriétaires, ça peut être des salariés, tout simplement, d'usines qui ont hérité de la parcelle des parents. Alors, ce n'est pas 200 hectares, mais c'est 3 hectares, 10 hectares, 20 hectares. Il y a 4 200 000 petits propriétaires.

Quand on regarde la propriété à un instant T, c'est la caisse des dépôts et consignations qui ont environ 110 000 hectares en permanence, mais c'est pour une autre raison. C'est pour les infrastructures des villes, donc il faut les mettre à part. Après, il y a le groupe AXA qui a autour de 30 000 hectares et puis il y a le Crédit Agricole qui arrive en dessous à 25 000 hectares.

Mais aujourd'hui, il y a quelques investisseurs chinois et étrangers, mais on ne peut pas dire encore qu'on va se faire accaparer le foncier, mais on en est peut-être à la veille, parce que comme les agriculteurs ont de moins en moins les moyens, alors 40 % du foncier, il y a 31 millions d'hectares parce qu'ils disent qu'il y en a 27 à la PAC, c'est vrai, mais il y a un peu plus de 3 millions d'hectares de landes, qu'ils appellent les landes, alors c'est des zones plus ou moins, ce n'est pas cultivé, c'est en prairie, mais 40 % des terres appartiennent aux agriculteurs, alors ils n'ont pas forcément fidule des payés, ça peut être sous-emprunt. Donc 60 % sont en fermage, donc c'est des propriétaires, beaucoup de petits propriétaires, il y a quelques investisseurs chinois, oui c'est vrai, mais il y a du Depardieu, des gens comme ça.

Alors les gens du cinéma ou de la chanson, très peu ont des terres, c'est des vignobles, la plupart ils ont soit des forêts ou des vignobles, des terres agricoles ils en ont, mais pas beaucoup, c'est des nobles, moi j'ai des nobles dans la région qui ont plus de 1000 hectares sur plusieurs départements, il y a encore ça dans les propriétaires. Mais aujourd'hui, on ne peut pas parler de catastrophe sur la perte du foncier, mais je pense qu'on va y arriver, parce que comme ils ont appauvri les paysans, maintenant ils prennent de plus en plus en garantie le foncier, les banques, et derrière les banques il va arriver des fonds de pension ou il va arriver des investisseurs privés, et moi là-dessus je ferai une proposition concrète, il y a plus de 6000 milliards d'euros d'épargne des français, le livret A rapporte 1,7%, les paysans, beaucoup ne peuvent plus acheter le foncier, et donc on va avoir des investisseurs privés, ça y est, on n'en a qu'arrivent qui vont spéculer sur le prix de la terre, les français, ce livret A, on pourrait le rémunérer le double, à 3,3% ou 3,5%, et les gens qui le souhaitent, qui le souhaitent, ils pourraient placer une partie de leur livret A dans le foncier, et dans le foncier, si un jour il y a une guerre ou un tremblement de terre, le foncier ne doit pas s'envoler, quelque part c'est moins dangereux que l'immobilier, parce que s'il y a un krach financier, la terre sera toujours là, et la terre c'est la terre nourricière, la terre

c'est la production, la nourriture c'est la santé, donc ça pourrait être une proposition, parce que je pense qu'on est à la veille de se faire piquer les terres faute de rentabilité.

[Intervenant 2] (1:31:16 - 1:31:40)
Bien évidemment, puisque si on regarde la carte de l'accaparement des terres, il y a des organismes qui l'ont fait à travers le monde entier, sur tous les continents, on voit bien que c'est inévitable et inéluctable dans cette avancée, dans un premier temps on financiarise le secteur, dans un second temps on le paupérise, dans un troisième temps on l'affame et après on se l'accapare.

[Intervenant 1] (1:31:41 - 1:32:42)
D'ailleurs c'est inévitable, d'ailleurs les coopératives, ça n'a pas passé ça au niveau du gouvernement, les coopératives ont essayé de faire reconnaître des sociétés anonymes pour pouvoir acheter du foncier, parce qu'il y a beaucoup de réculteurs en difficulté, et comme il y a du retard dans les coopératives, ils avancent toujours l'argent, il y a un roulement d'argent, mais ils vont essayer à un moment donné, ou ils vont faire des sociétés à côté, des SAS, ils vont essayer à un moment donné de devenir propriétaire du foncier, je pense qu'on en est vraiment à la veille, et on voit maintenant, moi j'ai plein de copains en France qui n'ont pas pu acheter les terres, alors là je parle pas de quelques hectares, je parle des 20, 30, je dirais entre 20 et 100 hectares, 30, 40 hectares souvent, c'est des lots un peu comme ça, qui se vendent, et c'est des gens qui ont des restaurants sur Paris, c'est des gens qui ont plusieurs boucheries sur Paris, et ils viennent placer l'argent dans la terre, donc ils sont propriétaires de terres en Bretagne ou dans la Mayenne, on commence à voir ça.

[Intervenant 2] (1:32:44 - 1:34:50)
Alors, on va parler, on va dézoomer, donc on va parler un peu de l'international, si vous voulez bien, et puis après on va revenir sur vous, sur votre combat au sein du SAMU social agricole, parce que c'est quand même une chose très importante, et c'est malheureusement une radiographie terrible du monde agricole d'aujourd'hui, et puis on va finir par les solutions. Alors, on avait dit une heure et demie, deux heures, je ne sais pas si on va pas manger largement ce temps, mais c'est tellement passionnant, si vous voulez bien, Philippe, que nous continuons là-dessus. Donc, très rapidement, enfin pas très rapidement, parce que ça nécessite quand même un développement sérieux et appliqué.

Si on scinde en deux l'influence de l'international sur le national en termes agricoles, on a historiquement des accords tripartis, que j'aimerais bien que vous nous parliez, et puis on a cette fameuse Union européenne, dont beaucoup, et dont je fais partie, je ne m'en cache pas, et d'ailleurs au sein de l'AMDF, on est nombreux à être des frexiteurs, non pas pour le frexit en soi, mais comme une des conditions nécessaires, mais non suffisantes, pour revenir à du bon sens de la gestion, simplement, que ce soit nationale et aussi internationale, et du respect de l'intérêt de la préservation du bien commun. Alors, commençons, si vous voulez bien, est-ce que vous pouvez nous éclairer un petit peu sur des filières qui ont aujourd'hui des accords bipartis ou qui sont d'effet néfaste, bien entendu, parce qu'aujourd'hui, malheureusement, j'aimerais bien que vous puissiez nous donner quelques exemples d'accords internationaux qui ne soient pas néfastes pour notre agriculture et notre élevage ? Est-ce qu'il y en a déjà ?

Première question.

[Intervenant 1] (1:34:50 - 1:35:11)
Avant que l'Union européenne prenne la main, la France avait quelque chose comme 6 420 ou 6 430 accords. Les gens, c'étaient des accords bilatéraux. On avait des contrats avec tous les pays, plein de contrats.

Et maintenant, on n'a pas.

[Intervenant 2] (1:35:11 - 1:35:13)

Et on était au tout-suffisant à l'internat.

[Intervenant 1] (1:35:13 - 1:38:45)
Bien sûr, maintenant, c'est l'Union européenne, ce qui veut dire que quand on reprend sa souveraineté, on s'est géré, je dirais même qu'on s'est mieux géré. Parce que quand on avait 6 400 et quelques traités, l'industrie et l'agriculture étaient moins dans la misère qu'elle l'est aujourd'hui. Donc, l'Union européenne n'a pas résolu le problème.

Ça a aggravé le problème. Et on parlera aussi un peu de l'euro. Ça a aggravé le problème.

Et donc, les traités de libre-échange qu'il y a eu depuis les années 80, il se trouve justement que dans ces traités de libre-échange, on entend souvent des économistes qui disent qu'il y a les gagnants et les perdants de la mondialisation. Alors, ce qu'il faut savoir, c'est que souvent, quand on nous vend les traités, le CETA, tous les traités, le traité de libre-échange nord-américain, Canada, Mexique, Etats-Unis, on nous dit en fait, oui, c'est vrai que certains vont perdre un peu, mais vous allez voir, beaucoup vont gagner. Vous allez pouvoir exporter vos fromages, vous allez pouvoir vendre le champagne, vous allez pouvoir vendre du bourbon.

Ça, on nous l'a tenu, ce discours-là. Les Républicains d'aujourd'hui, le RPR, l'UMP, ont toujours soutenu tous les traités de libre-échange. S'il y a bien un parti politique qui a enfoncé l'agriculture, c'est bien les Républicains, RPR, UDF, avec le parti socialiste aussi, pareil.

Mais quand ils disent qu'aujourd'hui, ils disent à Macron, il faut arrêter. Parce que si c'est bien eux qui nous ont emmené dans le mur, c'est bien ceux-là. Et donc, les traités de libre-échange, on serait gagnant.

Alors, non, justement. C'est là qu'est toute la subtilité. Il faut rentrer dans les détails.

Il faut être au cœur du réacteur et connaître le métier. C'est vrai sur du champagne, qui va dire le contraire. Mais quand on exporte des camemberts au Canada, c'est pas vrai.

Il n'y a pas de rémunération pour le producteur. Il y a de la rémunération pour l'entreprise qui a exporté, coopérative française ou lactaliste, privée ou non. Eux gagnent de l'argent.

Oui, c'est vrai, mais pas l'agriculteur. Quand on exporte, quand la Coperl, ils ont un site là-bas en Chine, quand la Coperl envoie là-bas des produits en Chine, la Coperl qui est en Bretagne à l'emballe dans le 29, la Coperl gagne de l'argent. Mais pas les producteurs de la Coperl.

C'est là qu'est toute la subtilité. Et sur le produit intérieur brut de la France, le produit intérieur brut nominal, non corrigé de la FASEO, le dernier que du 2940 milliards d'euros de 2024, il y a environ 28% du produit intérieur brut. Il y a des discours, certains économistes ne sont pas d'accord, mais on est là à la virgule près.

28% du produit intérieur brut de la France est exposé à la mondialisation, c'est-à-dire à peu près 850 milliards d'euros sur les 2940. Le reste dépend du produit d'un produit intérieur brut territorialisé, c'est-à-dire que ma coiffeuse, elle n'est pas mise en compétition sur un produit intérieur brut mondialisé parce que je ne peux pas me faire couper les cheveux en Pologne, il me faut trop de temps pour y aller. Et mon mécanicien, je ne vais pas le mettre au prix d'un mécanicien indien, il ne va pas réparer la voiture, comme je ne peux pas aller en l'eau.

[Intervenant 2] (1:38:46 - 1:39:03)
Bien que si je peux me permettre une incise, on a vu que dans les transports, les travailleurs détachés ont tiré par le bas les salaires. C'est aussi une réalité. Dans l'agriculture, il y a une main-d'œuvre de travailleurs détachés aussi.

[Intervenant 1] (1:39:04 - 1:41:58)
Tout à fait. Alors ça veut dire qu'il y en a qui sont dans un produit intérieur brut territorialisé, qui ne sont pas soumis aux à-coups de la mondialisation, alors c'est toutes les professions réglementées, notaire, mandataire de justice, les juges, je peux en citer plein, un prof de l'éducation nationale, même, je n'ai pas dit qu'il était trop payé, c'est qu'ils ne sont pas dans ces 850 milliards d'euros. Et dans les 850 milliards d'euros, ben là on retrouve les travailleurs détachés, on retrouve le transport, les polonais ou les roumains qui viennent rouler en France, on retrouve tout un pan de l'industrie, la chaussure qui a quitté la France, les usines de chaussures, l'automobile aussi est dedans, dans les 850 milliards.

Et donc l'agriculture. Et donc ce modèle-là ne peut pas fonctionner, il ne peut pas fonctionner, je vais vous dire après ce que je propose, pour une raison simple, c'est que les comparaisons environnementales, les conditions environnementales et sociales ne sont pas comparables. Et nous en agricole, on a en plus de certains secteurs, on a ce qu'on appelle en langage économique le monopole des facteurs.

Le monopole des facteurs c'est quoi ? C'est que quand on a des animaux, on travaille avec du vivant, donc le vivant c'est pas comme fabriquer des chaussures ou fabriquer des parpaings, le vivant c'est des animaux. Donc quand il fait chaud ils ont un comportement différent, quand il fait froid aussi, s'il pleut beaucoup, s'il vient des épidémies, on peut anéantir des troupeaux entiers sur tout un pan d'un territoire d'un pays.

Et puis le monopole des facteurs c'est le climat. S'il pleut 250 millimètres pendant 15 jours ou il fait six mois de sécheresse, ça c'est des phénomènes qu'on ne peut pas maîtriser. Donc quand on fait une mondialisation et on dit on va mettre le prix d'un poulet au niveau mondial parce qu'on est capable de produire au prix d'un brésilien, d'un indien ou d'un chinois, comme dit Etienne Chouard, c'est un massacre humain, c'est impossible.

Un agriculteur ne peut pas produire français au même prix qu'un chinois, un africain ou un brésilien, ça n'a absolument aucun sens. Rien que de par le climat, la pluviométrie, vous pouvez pas. Rien que moi déjà, si on reste en France, entre moi, le Méné Noir et j'ai un copain qui est à deux heures de chez moi, on va dire deux heures et quart de chez moi, à Fougères dans l'île Évilaine, on passe déjà du simple au double en coût de production, rien que par la pluviométrie.

Alors vous pensez bien que si on met un indien, un américain, un chinois, un néo-zélandais et un colombien, c'est pas possible, c'est un massacre tout simplement.

[Intervenant 2] (1:42:03 - 1:42:58)
Oui tout à fait, c'est quelque chose qu'on peut... Alors il ne s'agit pas de stigmatiser l'étranger dans ce discours, c'est certain. Non, non, je sais bien, mais je préfère le préciser parce que des fois la dénomination étrangère aujourd'hui a une connotation un peu particulière, parce que de toute façon, malheureusement, à moyen ou à long terme, personne n'est gagnant dans cette histoire, ni le travailleur détaché qui est obligé de s'exiler, un petit peu comme le migrant qui se réfugie dans certains pays qui sont à la même, à l'origine de ce qui se passe dans son pays à lui, c'est beaucoup plus compliqué. Il faut essayer de ne pas tomber dans une forme de simplicité qui pourrait nous amener éventuellement à de mauvaises interprétations et de mauvaises solutions.

[Intervenant 1] (1:42:59 - 1:44:24)
C'est bien justement qu'on parle de ça, parce que l'industrialisation de l'agriculture nous conduit à essayer de toujours produire moins pour être moins cher que les Américains et les autres, et dans les exploitations qu'on grossit, c'est le cas dans les vignobes, c'est le cas dans l'horticulture, maraîchage, et ça arrive maintenant en production léthière. Ils ont grossi les outils et ils trouvent que le SMIC français est trop élevé, qu'ils ont trop de charges, donc ils font venir des travailleurs étrangers, on a eu des polonais au début, il y a

beaucoup de roumains maintenant, polonais, roumains et bulgares. Donc ils vont passer par des sociétés intérimes, ils font venir des travailleurs bulgares pour les pays au SMIC français, mais ils vont leur faire faire beaucoup d'heures, donc ils vont coûter moins cher qu'un français.

Et après on va dire, oh là là, on a un problème en France d'immigration, alors moi l'immigration, j'appelle ça l'exportation du chômage. C'est la financière qui conduit les gens de ces pays-là à quitter leur peuple, parce que souvent, soit ils sont en guerre, soit il y a des dictateurs, mais souvent ils mordent fin chez eux, et comme chez nous, on est considéré comme des pays riches, ils viennent chez nous et une partie, il suffit de lire le livre « Le choix du chômage », l'immigration ça a été organisé par le grand patronat, il suffit de lire « Le choix du chômage », c'est encore d'actualité.

[Intervenant 2] (1:44:26 - 1:47:34)
On est bien d'accord. Et si on rajoute cette incapacité que nous avons, alors là on rentre un peu dans l'économie, mais cette incapacité que nous avons à gérer notre monnaie, à ne plus l'émettre, à ne plus l'abattre, à ne plus être capable de la dévaluer ou de la surévaluer, puisque avec l'Union Européenne on a perdu toute souveraineté dans ce domaine-là, à ne plus être capable de faire du protectionnisme. Effectivement, on se retrouve de fait dans une problématique qui est quasiment insoluble à aujourd'hui.

Qu'est-ce que vous en pensez, Philippe, par rapport à cette problématique de l'euro, puisque tout à l'heure vous faisiez référence à l'euro, mais plus généralement de la monnaie. On sait bien que l'euro n'est pas une monnaie unique, et on sait bien aussi que malheureusement des paramètres tels que par exemple la désindexation des salaires sur l'inflation ont fait qu'au bout de 20 ou 30 années passées, le pouvoir d'achat a disparu, les modalités de protection économique du secteur agricole ne peuvent plus être activées. Bref, on est entouré de toutes parts, pris en étau par des accords internationaux, par une monnaie qu'on ne maîtrise plus, par des frontières qu'on ne maîtrise plus, et ce n'est pas un discours identitaire ou nationaliste à connotation d'extrême-droite comme on aime bien nous le dire aujourd'hui.

Ça n'a rien à voir, c'est juste du bon sens. Et ce qui est terrible, c'est qu'en plus on nous a fait croire que l'économie était quelque chose de compliqué, on nous a fait croire qu'un budget d'État... ils ont tout fait pour que le budget d'État soit irrationnel, on a quand même des hors-bilans dans l'État pour les retraites des fonctionnaires et encore, et la dette, on parle de la dette aujourd'hui, mais elle est doublée avec le hors-bilan.

Bref, au niveau de l'agriculture et de tous les secteurs d'activité, mais puisque c'est l'agriculture aujourd'hui qui est le sujet, comment peut-on faire, à votre avis, pour trouver des solutions qui permettent à la fois de donner un revenu décent aux agriculteurs, que cette filière redevienne ce qu'elle était, c'est-à-dire une vraie fierté de produits de qualité. Si je ne m'abuse, il n'y a pas si longtemps que ça, nous étions autosuffisants et nous exportions beaucoup, et aujourd'hui nous ne sommes plus indépendants au niveau alimentaire et nous importons de tout et de n'importe quoi. Qu'est-ce que vous voyez, vous, comme possibilité à très court terme, s'il y en a, à court terme, à terme et peut-être à moyen terme, puisque vous faites partie, je le sais, de ces gens qui se projettent en delà de leur propre personne et qui pensent aux générations à venir.

[Intervenant 1] (1:47:34 - 1:54:08)
Oui, moi si je fais tout ça, c'est pour l'intérêt général, parce que le temps que j'y passe, c'est surtout pour mes intérêts personnels, parce que là, il y a longtemps que je serai arrêté sinon. Pour revenir sur le problème monétaire, le problème monétaire, il est que déjà l'euro, c'est une union monétaire qui s'échange au taux de 1 pour 1, mais un euro allemand ou un euro italien, il faut savoir qu'il y a ce qu'on appelle les soldes Target 2 et si un jour un pays doit sortir de l'Union Européenne, je crois que l'Italie aujourd'hui, ils doivent être autour de 900 milliards d'euros de soldes déficitaires qui doivent à la Banque Centrale, via l'écart qu'il y a avec les Allemands et notamment d'autres pays. Ça, personne n'en parle. C'est une

union monétaire qui s'échange au taux de 1 pour 1, mais quand les Allemands vendent des voitures en Italie, ils réimpriment des billets et c'est inscrit sur la Banque Centrale Européenne comme dette des Italiens envers les Allemands.

Les Allemands ne se payent pas avec des euros italiens. Il y avait par exemple, comment il s'appelle, qui travaillait, qui était à la Constitution justement du fonctionnement de l'Union Européenne, Vincent Brousseau, qui travaillait avec Asselineau à l'époque, il y était, il l'a expliqué. Moi, j'ai fait des réunions avec lui, il est décédé.

Lui, il était à la construction, il l'a expliqué dans les moindres détails. Si un pays sort, pratiquement, il ne peut pas sortir aujourd'hui, il ne paiera jamais sa dette. Ça, c'est un point que je voulais faire.

Ensuite, ce que je voulais dire, c'est que le problème de l'euro, c'est que c'est surévalué pour notre pays. C'est une monnaie qui est taillée à l'industrie allemande, mais qui n'est pas taillée au pays du Sud et à nous, encore moins la Grèce. Donc le problème, quand on ne peut pas jouer sur notre monnaie, quand on ne peut pas faire de dévaluation de la monnaie extérieure, on fait une récession interne, c'est-à-dire qu'on arrête d'augmenter les salaires, on ne peut plus aligner les salaires sur l'inflation, puisque la monnaie est surévaluée.

Donc on est étouffé intérieurement. Ensuite, ce que je voulais dire, quand il parle de la dette, il parle de la dette. Alors la dette, il faut savoir qu'il y a eu la loi Wauquaire en 73-74, sous Pompidou, Michel Rocard l'avait bien décrit ça.

Et au départ, la Banque de France, notre banque centrale, a financé les investissements d'État à 0%. On se finançait via notre banque centrale. Et la loi Wauquaire a décidé qu'on n'aurait plus le droit et qu'il fallait compter un taux d'intérêt.

Et à partir du moment qu'on est sorti de ce mécanisme-là et qu'on a été emprunté sur les marchés internationaux à la finance, à la financiarisation, on a emprunté à 1%, puis 1,5%, puis 2,5%, puis 3%, en fonction des notes de la France, qui sont notées par des agences de notation. Et il suffirait juste soit de reprendre la main sur notre Banque Centrale Européenne, qui est dirigée par des technocrates et des gens non élus, soit on fait une politique monétaire et on reprend la main sur notre Banque Centrale Européenne. Et on décide, parce qu'on n'a pas le droit à zéro, donc on met 0,1% d'intérêt.

Déjà, on ne se tire pas une balle dans le pied. Et les investissements qu'on refait au niveau de l'Union Européenne ou de la France ont fait un taux de financement, via notre Banque Centrale, inférieur au taux de l'inflation. Et à partir de là, le problème de la tête va être résolu.

Parce que l'histoire d'aller emprunter sur les marchés et de plus financer par notre Banque Centrale, ça équivaut à peu près à 50% des 3 000 milliards de dettes qu'on a. Et quand ils nous font peur avec les 3 000 milliards de dettes qu'on a, ils oublient de dire que le patrimoine de la France c'est environ 19 000 milliards. C'est surtout pour effrayer tout le vers les gens de la haute finance.

Mais le maître mot, c'est soit on a la main sur la Banque Centrale, soit à ce moment-là, il faut sortir de l'Union Européenne et reprendre notre Banque Centrale et garder l'euro juste pour les échanges internationaux, ce qui peut être une solution. Mais pourquoi on en est arrivé là ? On en est arrivé là, on a perdu notre industrie et notre agriculture, tout simplement parce qu'il s'est pris un virage déterminant.

J'invite les gens à voir quelque chose qu'il faudrait retoiletter, réactualiser parce qu'il faut vivre avec son temps. Le tournant s'est pris en 1947 quand on a décidé de préparer le GATT, ensuite l'OMC, et il y a eu 56 pays qui se sont réunis à Cuba, c'est pour ça que ça s'est appelé la Charte de la Havane. C'était l'OIC, l'Organisation Internationale du Commerce.

53 pays ont voté pour, 3 ont voté contre, 56 pays étaient réunis là-bas. La Charte de la Havane a capoté, elle n'a pas été ratifiée le 24 mars 1948 parce que les Américains étaient contre, ils avaient gagné la guerre, c'était les grands gagnants derrière la guerre. Ils ont fait capoter la Charte de la Havane, le Sénat américain n'a pas voulu le ratifier, les Anglais, le Canada et l'Australie les ont suivis, donc ça a capoté.

C'était quoi la Charte de la Havane ? Ce n'était ni le modèle soviétique, ni le modèle actuel qu'on a, néolibéral. C'était la coopération entre les États avec l'équilibre de la balance des paiements, mais bien entendu avec le respect des normes environnementales et tout.

Mais le problème c'est que si on avait mis en place la Charte de la Havane, les Américains qui avaient gagné la guerre et qui voulaient vendre leurs armements à travers le monde n'auraient pas pu le faire de cette façon-là. L'Allemagne n'aurait jamais pu avoir 220 milliards d'excédents parce que la Charte de la Havane c'était la coopération et ça voulait dire qu'il fallait que l'Afrique et les pays pauvres contribuent à l'enrichissement mondial à travers l'OECD.

[Intervenant 2] (1:54:09 - 1:58:54)
Tout à fait. C'est avec plaisir que je vous entends parler de ce sujet dont on ne parle plus parce que c'est effectivement une des raisons et vous parliez aussi d'ailleurs des années 73 et de cette fameuse loi. Alors vous disiez une chose, on n'est plus pas du tout dans la technique mais peut-être dans l'idéologie, vous disiez on n'a pas le droit de pouvoir emprunter à taux zéro sans usure mais en fin de compte qui fait les règles, comme d'habitude.

Moi j'ai juste une question, si M. Philippe, Grégoire, Gali ou M. Stéphane Bernard sont capables de comprendre d'où vient la problématique, pourquoi aujourd'hui l'ensemble de nos citoyens ne veulent pas se pencher sur cette question qui est simplissime et qui doit être prise en considération.

Si aujourd'hui les gens se plaignent de la dette, c'est aussi effectivement à cause de cet équilibre qui aura été donné dans les échanges internationaux avec la Havane, on est tout à fait d'accord. Si depuis, comme par hasard, le lendemain de 1973 en 1974, on a commencé à faire des budgets en déficit et qu'on n'en a plus fait un seul à l'équilibre depuis, pourquoi ? Qui nous interdit de pouvoir prêter de l'argent sans usure ?

Il y a quelques personnes que j'aimerais bien d'ailleurs un jour inviter dans ces émissions pour nous expliquer qu'un monde sans usure ça existe et n'en déplaise à certains, c'est aussi un des dogmes des musulmans de lutter contre l'usure et donc les règles qui nous ont été dictées sont toujours au service des mêmes et nous ne devrions pas nous interdire nous-mêmes de les changer. Parce qu'aujourd'hui le plus grand hold-up, si on réfléchit bien, le plus grand hold-up mondial, j'ai écouté Pierre Jovanovitch qui parlait de 2008 et il avait tout à fait raison dans son analyse, on dérive un petit peu mais on est aussi au coeur du sujet, c'est vraiment aussi pour ça qu'aujourd'hui le secteur agricole a ce problème, si nous avions la maîtrise de notre monnaie et que nous n'empruntions pas l'argent de l'état à des intérêts privés, nous n'en serions jamais là, c'est quand même aussi un des plus grands hold-up en ce qui concerne la France et qui a été fait bien plus tôt d'ailleurs aux Etats-Unis, bien avant, comme par hasard nos amis américains et nos sauveurs américains sont toujours un petit peu quelque part, si on réfléchit bien et si on soulève le tapis ou on écarte les rideaux, sont toujours dans les endroits et les zones d'ombre qui à la fin, cumulées par différents facteurs, nous feront arriver à cette société où nous en sommes et aujourd'hui à notre agriculture. Alors donc si on résume, reprise en main monétaire font partie des préconisations de Philippe Grégoire, qu'avez-vous d'autre aussi de très concret, comment voyez-vous les choses pour que l'esprit de la Havane dont vous parliez, si les gens se répètent, l'esprit de la Havane ce sont des échanges respectueux entre les pays où les balances économiques doivent être égales et à zéro, qui fait que ni l'un ni l'autre dans la relation commerciale ne peut s'agrandir ou se développer au

détriment de l'autre. C'était le beau principe qui était peut-être un vœu pieux mais qui était quelque chose qui pouvait se faire puisque ça s'est fait dans certaines relations bipartites, où on a trouvé à l'époque où on avait encore la maîtrise de nos motets, la dénonciation des frontières, la circulation des capitaux était encore maîtrisée, il y a eu des accords bipartis ou tripartis où l'esprit de la Havane était respecté.

Donc une fois qu'on a dit ça, quelles sont les autres solutions que vous préconiseriez aujourd'hui, que ce soit à l'international et puis après on peut peut-être simplement rezoomer sur le local, voir le très local et parler pour finir peut-être aussi du SAMU social agricole parce que je voudrais qu'on en parle, c'est une chose importante aussi. Mais continuons dans les solutions que vous préconisez.

[Intervenant 1] (1:58:54 - 2:02:48)
Très très important, je refais un mot sur la Charte de la Havane, l'équilibre de la balance des paiements, mais ça voulait dire que chaque état gardait sa souveraineté, donc quand il y avait atteinte à la souveraineté ou à dépenses stratégiques d'un pays, par exemple Alstom, dans la Charte de la Havane, on ne lâchait pas Alstom, l'alimentation, voilà, donc c'est ça la Charte de la Havane. Alors ça existe, personne n'en parle, mais c'est pas vulgarisé et c'est peu connu parce que ça existe mais c'est au coup par coup. Par exemple quand Dassault vend des Rafales en Inde, les Indiens ont exigé qu'une partie de l'appareil soit fabriquée chez eux pour eux faire travailler là-bas les gens.

Non, c'est un peu de la Havane, ça veut dire qu'on ne fait pas tout chez nous, on garde la licence, mais c'est ce qu'on appelle de la coopération entre les états et effectivement ça fonctionne parce que sinon c'est quoi ? C'est ce qu'on a aujourd'hui, c'est la libre circulation des biens, des hommes, des marchandises et des capitaux et c'est la libre circulation des capitaux sur le plan planétaire qu'a mis en compétition les salariés et les paysans à travers le monde puisque les oligopoles peuvent aller, en plus même c'est pire que ça, ils peuvent aller sur des paradis fiscaux et échapper à l'impôt. Donc c'est même plus grave que ça.

Donc la Havane répondait à tout ça et malheureusement elle n'a pas été ratifiée. Ensuite les gens qui ont voulu l'OIC, l'organisation internationale du commerce, la Havane, ont beaucoup, pas tous, une grande partie ont fait partie des non-alignés, ils voulaient suivre ni les américains ni les soviétiques, donc là on voit bien déjà qu'il y a des pays qui voulaient un autre schéma. Alors ensuite, si on revient sur le plan, un dernier mot sur l'endettement des agriculteurs, le rôle de la Banque Centrale, mais bien sûr on peut même prêter à taux zéro, c'est juste une volonté politique.

Dans l'Union Européenne il y a des choses qu'on nous dit qu'on n'a pas le droit de faire, on doit respecter les traités. Dans la constitution des traités de l'Union Européenne, il est interdit de racheter des dettes d'État. Ils ont contourné ça, ils ont fait émettre des titres par les banques, la BNP, le Crédit Agricole, et c'est la Banque Centrale Européenne qui a acheté des dettes d'État qui ont été transformées en titres.

La Banque Centrale Européenne a racheté 25% des dettes de tous les États de l'Union Européenne, y compris sur les marchés secondaires. Ils ont violé les traités européens, mais là pour le réseau bancaire c'était normal. Alors qu'est-ce qu'il faut faire ?

Il faut faire la coopération entre les États sur le plan international, sur le plan local, il faut développer les PAT, les projets alimentaires territoriaux, qu'explique très bien Alexandre Boisson avec SOS Mers, nous on essaye de travailler avec SOS Mers, et c'est de conserver les paysans à l'échelon des territoires, ce qu'on appelle les nourriciers, faire du bio et du local au maximum, et là on coche toutes les cases, on a peu de transports, peu d'émissions de CO2 puisqu'on va consommer à l'échelon de nos cantons ou nos départements, et ça c'est le modèle à développer à condition que l'agriculteur reprenne sa facture, qu'il travaille directement avec les collectivités territoriales, les cantines, les EHPAD, mais très important qu'ils reprennent sa facture, surtout pas la coopérative prend la facture, sinon

c'est pas la peine, et ça les circuits courts, les PAT, c'est très important, attention à la communication...

[Intervenant 2] (2:02:48 - 2:03:18)
Excusez-moi Grégoire, on a eu un nouveau petit bug, vous avez une petite coupure, vous en étiez à nous expliquer l'importance du PAP, de la collaboration que vous avez avec Thondre Boisson, que l'on connaît bien et avec qui nous avons consacré une émission entière et que nous apprécions beaucoup et que nous saluons, donc il y a eu une petite coupure, est-ce que vous pouviez reprendre à ce moment-là ?

[Intervenant 1] (2:03:18 - 2:04:51)
Oui, donc moi je travaille avec Alexandre Boisson, SOS Mer, qui fait un travail remarquable et qui explique très bien Alexandre au niveau pédagogique, il explique ça de façon très claire, et pour que les agriculteurs, tout ce qu'on peut valoriser sur les territoires, et là c'est énorme, si on travaillait bien déjà au niveau français, on peut être autonome dans plein de domaines, et le si peu qu'on va faire d'échanges internationaux, on le fait sur la base de la coopération, mais faisons déjà dans nos territoires, les PAT, projet alimentaire territoriaux, bio et local, conventionnel et bio, l'échelon des territoires qui répond à tout, l'environnement, l'empreinte carbone et tout, puisque en fait l'alimentation restera autour de chez nous, et faire bien attention aux communications type c'est qui le patron, qui lui fait le buzz évidemment, il a envoyé quelques producteurs qui payent plus cher sur les plateaux, et les autres ils ne sont pas payés, donc tous ces gens-là qui font du marketing et qui trompent le consommateur, il faut informer les français, si les français veulent rémunérer le producteur, il faut revenir dans l'exploitation, partout c'est possible, et monter des magasins aux producteurs, mais très important, il faut que ce soit l'agriculteur qui fasse la facture, si c'est la coopérative qui fait la facture, c'est foutu, il faut que ça soit l'agriculteur qui reprenne en main sa facture, sinon ça ne marchera pas.

[Intervenant 2] (2:04:52 - 2:08:26)
Alors ça, ça suppose peut-être aussi, Philippe, que le législateur s'en parle de la chose, puisque l'on voit les dérives des coopératives, encore une fois, pourquoi le législateur ne va pas dans le sens où nous pourrions interdire telle ou telle pratique de façon drastique, empêchant éventuellement, si ce n'est même, pourquoi pas, détruire ce modèle de société coopérative, qui pourtant à la base pourrait être la solution, mais qui par ses dérives incessantes est devenu le problème, et moi tout à l'heure j'ai parlé de la responsabilité des agriculteurs, ce qui vous vaut parfois quelques inimités, mais nous pourrions aussi parler de la responsabilité du citoyen, que nous sommes ou que nous ne sommes pas, puisque j'ai toujours tendance à dire que nous sommes devenus des consommateurs abbétis au lieu d'être des citoyens éclairés, et que tout le monde effectivement est d'accord pour dire il faut manger local, il faut manger ça, il faut manger ceci, il faut manger cela, mais même si on constate que les AMAP, on est dans un schéma où il y a plus de demandes que d'offres à aujourd'hui, mais on voit aussi quand même le comportement consumériste de nos concitoyens, et je ne fais pas exception, je ne suis pas d'honneur de leçon parce qu'on est tous un peu pareil, mais il y a une véritable prise de conscience, il y a quand même tout un schéma et un dessin de société, tout à l'heure dans le chat privé, Rémi, alors on a des problèmes avec le chat, c'est le chat qui nous fait bugger par rapport à votre navigateur, c'est pour ça qu'on évite de s'en servir, Rémi se posait la question de savoir si dans votre vision il y avait un dessin à la fois générationnel, on l'avait compris, mais une vision beaucoup plus large qui permettrait de remettre l'agriculteur au centre de la société, parce qu'il doit y être, de fait, puisque c'est l'homme qui s'occupe de notre terre nourricière de façon idéologique et très primale, comment voyez-vous cette façon de faire et pouvez-vous malheureusement, puisqu'on parle de l'agriculteur au centre de notre société, l'agriculteur, les veurs, le paysan, encore une fois on a bien compris la différence entre le paysan et l'agro-industrie, quel est le parallèle que vous pouvez en faire avec le social agricole national que vous portez depuis des années et qui nous permet de voir toutes les dérives et est-ce qu'elles sont source d'espoir justement, ces dérives et ce que vous constatez au quotidien, c'est peut-être le moment justement de partir du négatif que vous vivez au quotidien et nous expliquer ce qu'est le salut social, ce que vous y constatez,

quelles sont les solutions vous pouvez y apporter et de la revenir sur ce que nous avons évoqué précédemment sur ce dessin et cette remise en perspective de la paysannerie dans le vrai et beau sens du terme comme celui de la citoyenneté.

[Intervenant 1] (2:08:26 - 2:12:44)
Pour en revenir sur la solution franco-française sur les territoires, c'est bien essayer de s'emparer des PAT, des projets alimentaires territoriaux et informer le consommateur, parce qu'en fait le consommateur c'est pas vrai qu'il paye 13-14 % du budget des ménages, il paye bien plus de 20 %, mais bien plus que ça, plus proche de 25 que de 20, mais pourquoi ? Parce que c'est payé par vos impôts directs et indirects, en fait tous les prix sont faussés puisque tout l'agro-alimentaire, l'agro-industrie, même les privés, les groupes privés, tout le monde est financé, les bâtiments agricoles sont financés, nos retraites sont financées par vous, on finance plus nos retraites, il faut 15 milliards, on en verse 3, il y en a 7 qui viennent de l'état, 5 du régime des travailleurs de la sécurité sociale, des salariés, donc on est perfusé de partout, donc le prix de la tomate, je ne peux pas vous le donner, personne ne peut vous le donner, puisque c'est un prix artificiel.

Donc le consommateur, comme disait Coluche, il suffit d'arrêter d'en acheter pour plus qu'ils en vendent, le problème c'est comment informer les gens dans cette masse, parce que l'agro-alimentaire c'est beaucoup de produits transformés, donc les gens faut qu'ils reviennent dans les exploitations, alors ce n'est pas toujours possible, il faudrait, et là c'est vrai qu'avec SOS Maire et tout, c'est un boulot gigantesque, il faudrait qu'on soit aidé par des élus qui ont l'obligation de mettre en place des plans communaux de sauvegarde en cas de conflit majeur, ils doivent assurer la protection des populations, et aujourd'hui la protection des populations, il y a 72 heures de réserve de nourriture à Paris, à Lyon, à Marseille, à Caen, 72 heures, et les réserves sont dans les camions frigos blancs que vous croisez sur les routes de la société STEF, qui appartient au groupe unigrain de la FNSOA, voilà où est les réserves, on retombe encore à la FNSOA, la France Nouvelle Sans Exploitants Agricoles, vous voyez où sont les réserves, dans une filiale du groupe unigrain.

Donc tout ça, si on veut se détacher de ça, il faut que les gens, alors c'est compliqué, il faut changer les mentalités, même nous les premiers, on n'est pas parfaits, loin de là, eh bien il faudrait que les gens reprennent local, alors ça va être compliqué parce que la Grande Surface a pris de l'avance, les gens vont dans des magasins climatisés, ils font le plein d'essence, ils vont se faire couper les cheveux, ils ont des vêtements, alors revenir dans les magasins de producteurs, c'est revenir chercher ses chou-fleurs, ses tomates, quelques morceaux de viande et quelques yaourts, mais ils ne pourront pas faire le plein d'essence, ils ne pourront pas acheter les chaussures et se faire couper les cheveux, donc il faudra qu'ils fassent plusieurs magasins, donc ça veut dire un changement d'habitude, un changement de mentalité, mais la clé elle est là, et après pour terminer, et surtout bravo à Alexandre Boisson, travail remarquable des SOS Mers, alors là c'est formidable, à politique, à syndicat, et après pour finir pour le Samu Social, le Samu Social il a été créé en 2000 dans le Gers par un agriculteur juriste, Guy Serres, qui travaille encore à 81 ans, et donc nous on l'a développé au niveau national à partir de 2020, on s'est mis en route un peu en 2019, et lui il a souhaité qu'il se développe au niveau national, donc on a développé le Samu au niveau national, alors c'est pas que des agriculteurs en difficulté, on fait du conseil fiscal, on a un conseiller retraite, on a plusieurs avocats qui travaillent avec nous, mais un principalement, on a des experts comptables, on a des nutritionnistes qu'on oriente vers les gens, on va beaucoup vers des modèles indépendants, on essaye de ramener les agriculteurs vers l'autonomie, mais c'est pas, on a beaucoup d'agriculteurs en difficulté évidemment, on en a je sais pas combien qui appellent par jour, mais on n'a pas que ça, on fait aussi des conseils sur l'installation, là par exemple il faut que je rende réponse demain à un couple de jeunes qui veut s'installer dans le 63, pute d'homme, ils m'ont demandé des conseils, j'ai dit bah envoyez vos études, on va vous dire, le Samu, on fait des réunions téléphoniques, on va vous dire ce qu'on en pense, donc après ils prennent, ils prennent pas, mais voilà, on a même quelqu'un qui a le logiciel pour faire les dossiers d'installation.

[Intervenant 2] (2:12:49 - 2:13:05)
On aurait pu penser avec le mot Samu, que vous veniez exclusivement en aide aux plus pauvres, aux plus malmenés, mais vous avez aussi un rôle de développement et de conseil.

[Intervenant 1] (2:13:05 - 2:13:53)
Mais le Samu c'est quand même, on va dire les coups durs, les gros coups qu'on prend sur la tête, parce qu'on en prend sur la tête, parce que les gens souvent sont perdus, ils sont en burnout, des fois malheureusement l'agriculteur est mort, mais souvent les gens, ils ont plus de repères, ils ont besoin de consulter, alors là c'est la mutualité sociale agricole, les assistantes sociales, tout ça, ils ont plus de repères et ils prennent une décision le lundi matin, le mercredi après-midi ils en prennent une autre et puis le jeudi soir ils vont changer d'avis, ils sont complètement déboussolés et le Samu souvent c'est une urgence, ça peut sonner, là je vois il est 22h44, à minuit ça peut sonner, ça téléphone jusqu'à minuit une heure chez moi, ça recommence le mois de juin, ah oui, ah ben non mais...

[Intervenant 2] (2:13:53 - 2:14:25)
Alors soyez très concrets Philippe, parce que vous avez abordé la chose de façon, alors sans aucun voyeurisme ni misérabilisme, mais soyez très concrets, il y a une ligne téléphonique, on est vraiment dans les caractères d'urgence, il vous arrive parfois de jouer les SOS médecins ou les SOS amitiés en plus du conseil, et combien êtes-vous, comment vous financez, comment ça fonctionne le Samu social agricole national ?

[Intervenant 1] (2:14:25 - 2:15:33)
C'est du bénévolat parce que la cotisation est de 50 euros pour l'année et quand on prend des dossiers, ce qu'on va dire assez lourds, qu'on passe du temps, on demande souvent 200-250 euros la première année, et après il y en a qui font des dons, et quand on se déplace, des fois on demande à ce que la personne, alors des fois elle n'a pas les moyens au début, mais que les gens, vu qu'on leur apporte quand même, on leur évite de manger trop d'argent, on leur demande qu'ils payent nos frais de déplacement en voiture, quand c'est possible, mais c'est souvent, souvent ils ont appelé la chambre d'agriculture avant, ils ont appelé un peu partout, et quand ils nous appellent, on récupère, par exemple, on a récupéré quelqu'un, on n'avait encore jamais vu ça, mais on dit qu'on n'a jamais tout vu dans la vie, il y a 7 ans qu'il n'a pas déposé de comptabilité, 2-3 ans de retard, on en a souvent, et là 7 ans, on a des gens aussi qui nous appellent, qui ont des problèmes, ils ont perdu avec leur avocat, mais c'est des trucs qui remontent à 2014, nous on ne peut rien faire, on vient les aider, mais on ne va pas réparer des choses qui n'ont pas été faites en 2014, je veux dire, les gens à un moment donné...

[Intervenant 2] (2:15:35 - 2:15:54)
– Alors, vous qui constatez cette pauvreté, cet abandon administratif, si j'ai bien compris, cet abandon législatif, une forme de burn-out, un laissé-aller, ce sont des symptômes, quelles sont les causes ?

[Intervenant 1] (2:15:54 - 2:16:42)
– Les causes, nous, on est référencés comme association, on est six ou sept associations à être référencés, Solidarité Paysan, la Chambre des Lignes du Tendeur, Zéro Clivage, Patrice Brachet, mon ami, qui est dans la Dordogne, on est reçu au ministère par la ministre, bon, ils ont créé ça, des cellules comme ça, bon, voilà, ils nous interpellent de temps en temps pour se donner bonne conscience, ils ont mis un appel d'urgence, un numéro vert, eux, le gouvernement, qu'on peut appeler, mais je peux vous dire, on l'appelle à ce temps-là, personne ne va se déplacer, bref, en fait, la raison principale, on ne va pas se mentir, c'est le revenu, tous les gens qui ont des problèmes, il peut toujours avoir quelqu'un qui perd la tête, à 99%, c'est le revenu.

[Intervenant 3] (2:16:43 - 2:18:48)
Je vais me permettre d'intervenir, parce que moi, je suis toujours très focus sur le principe systémique, c'est-à-dire, comme l'a expliqué Stéphane, tout ce qui a été abordé depuis tout à l'heure, ce sont des conséquences qui ont été expliquées, et ce qui, moi, finalement,

me frappe, c'est que tout le système qui est structuré, aujourd'hui, semble ne pas être en mesure de répondre aux problématiques qui ont été énoncées depuis le début, et donc, mon leitmotiv, à moi, c'est d'expliquer autant que possible que si les problèmes des citoyens, au cas par cas, ne sont pas résolus, c'est parce qu'on est dans un système pyramidal, et d'ailleurs, Coluche l'expliquait très bien, en bas, ça pue la merde, et le problème, c'est que l'odeur ne remonte pas jusqu'en haut de la pyramide, et donc, lui, il expliquait que sa candidature, c'était pour secouer la merde d'en bas, afin que ça pue un petit peu sous les narines de ceux qui sont en haut. Aujourd'hui, on se rend bien compte que le système est fait de telle sorte qu'on peut remuer autant qu'on veut la merde, les responsables ont plutôt tendance à se mettre une pince sur le nez et à envoyer les flics tabassés pour que ça arrête de bouger, que ça pue pas trop en haut.

Donc, ma question, et c'est pour revenir quand même un petit peu à notre thème habituel, démocratie directe, l'association des mérites démocrates de France, si aujourd'hui, vous, vous deviez être une force de proposition dans un principe démocratique général, quelles seraient les mesures, les propositions que vous feriez à la société citoyenne pour qu'elle se dise « oui, on peut effectivement agir collectivement au sein d'une véritable démocratie pour améliorer les conditions de la paysannerie et de l'agriculture », ce serait quoi concrètement, en termes de solutions pratiques ?

[Intervenant 1] (2:18:48 - 2:22:38)
En termes de solutions pratiques, tout ce qui est possible, à l'échelon des territoires, au niveau d'une région, je pense, il faut raisonner par région, parce que les régions, il y a une différence suivant les régions, c'est de remettre la facturation aux paysans, comme a dit Jean Covici, « doubler le prix de la matière première agricole », parce qu'elle ne représente rien, quand on boit un verre de vin, c'est 3-4 centimes d'euros sur un verre de vin rouge, la baguette d'opin que vous allez acheter dans votre magasin, c'est 3-4 centimes qui revient à l'agriculteur, donc comme dit Jean Covici, si on double, on passe de 4 à 8 centimes dans la baguette, si on arrive à raisonner les acteurs qui sont autour de nous, qui mangent eux, tous les gâteaux, si on répartit la valeur ajoutée, on ramène la rémunération aux paysans, on refait des fermes à taille humaine, on va recréer entre 5 et 600 000 emplois, ce qui manque de la main-d'oeuvre dans les exploitations, les gosses sont débordés, ils font travailler les parents et en termes de pouvoir d'achat ça ne va rien changer puisqu'on ne va pas augmenter le prix de l'alimentation, on va créer des emplois dans la paysannerie, des emplois non délocalisables sur les territoires et puis alors il faudra revoir le modèle fiscal qui n'est pas du tout adapté aux indépendants, ça c'est des décisions à voir avec Bercy, le modèle fiscal n'est pas du tout adapté, s'il n'est pas revu ça pose d'énormes problèmes, si on ramène de la rémunération sans revoir le fiscal ça pose un problème et de bien revoir les formations avant que les paysans s'installent pour dissocier la valeur du patrimoine agricole de la valeur économique réelle des entreprises parce que les gens résonnent en valeur patrimoniale, quand les gens parlent des exploitations ils disent j'ai vu une belle exploitation, il y a des grands bâtiments, il y a des beaux tracteurs, j'ai vu des animaux, ça vaut 200, 300, 800 mille euros, ça c'est une valeur patrimoniale mais ce n'est pas une valeur économique, c'est bien là qu'est le problème, c'est que la valeur économique est bien moins importante que ça puisqu'il n'y a pas de rentabilité, alors la première chose si on veut arrêter les suicides et les massacres c'est de redonner de la rentabilité parce que le problème il est là, la preuve je peux le démontrer, quand je fais des débats et j'ai vu au space la mutualité sociale agricole, il avait un stand, je leur dis alors je provoque, ils ne vont pas me le faire, ils savent bien, j'ai dit sortez-moi les statistiques des suicides qu'il y a chez les producteurs champenois, on peut le faire ça, on a tous les outils pour le faire, démontrez-moi que les producteurs de champagne, que les producteurs de vin qui vendent au détail chez moi, démontrez-moi qu'ils se sont suicidés, démontrez-moi, ils ne vont pas me le démontrer, il n'y en a pas, donc c'est économique, il essaie de dire c'est l'agri-machine, les écolos, ça c'est pour faire diversion, moi je ne connais pas d'agriculteurs qui se sont suicidés pour des écolos, c'est des conneries ça, ça c'est pour ne pas répondre à la question, ils ne veulent pas qu'on revoie le modèle et la chaîne de valeur, parce que si on revoit le modèle et la chaîne de valeur, il faut revoir le modèle agricole et la chaîne de valeur que le paysan reprenne sa facture, qui dit reprendre sa facture, d'ailleurs

digestion des volumes et répartir la valeur ajoutée tout simplement, le consommateur ne paiera pas plus cher, mais une fois que j'ai dit ça, je vais toucher au secteur marchand, je vais toucher aux gens qui aujourd'hui vivent confortablement dans la paysannerie, donc ceux-là s'ils sont à 5000, ils n'ont pas envie de redescendre à 4000, et ceux qui sont à 3000 n'ont pas envie de redescendre à 2000 fait, et ceux qui sont à 10000 n'ont pas envie de redescendre à 8000, c'est aussi clair que ça.

[Intervenant 3] (2:22:39 - 2:23:50)
Oui, mais c'est tout l'intérêt d'une véritable démocratie, c'est que ceux qui détiennent le pouvoir parce qu'ils sont en haut de la pyramide et qu'ils ne veulent pas descendre de leur 10000 à 8000, on peut faire aussi très simplement, pour être sur l'actualité, ceux qui ont 100 millions de patrimoine et à qui on demande de payer 2% de taxes supplémentaires, ne veulent absolument pas les céder, et donc c'est forcément en bas de l'échelle que se fait la pression fiscale.

Donc si j'ai bien compris, première chose, faire en sorte que les paysans, les agriculteurs fassent leur facturation eux-mêmes de manière à avoir un prix de vente qui couvre le coût de production de façon à être rentable. Deuxièmement, faire en sorte qu'il y ait une formation justement plus approfondie, plus aboutie sur l'aspect comptable et économique des paysans. Et troisièmement, qu'il y ait une surveillance plus efficace à toutes les échelles de la distribution, de façon à ce qu'il n'y ait pas finalement des secteurs qui se gavent sur le dos de la paysannerie et des agriculteurs.

Les trois éléments principaux si j'ai bien compris.

[Intervenant 1] (2:23:50 - 2:24:11)
Oui, donc globalement c'est de refaire des fermes plus familiales à taille humaine, pas des fermes de 1000 hectares bien entendu, de refaire des fermes plus petites, on peut le faire, des exploitations qui font 400 hectares, on peut ramener quatre fermes de 100 hectares, avec un couple et un salarié, c'est-à-dire que sur 100 hectares on pourrait mettre trois personnes, on peut le faire.

[Intervenant 3] (2:24:12 - 2:24:12)
Et on crée de l'emploi.

[Intervenant 1] (2:24:15 - 2:24:44)
C'est des volontés politiques, parce que de toute façon, si on ne change pas le modèle, on ne renouvellera pas les générations, on voit bien les fils d'agriculteurs qui beaucoup fuient, ils ont vu leurs parents souffrir, et il faut qu'on mette un modèle en adéquation avec les attentes sociétales et les jeunes générations, et je leur donne raison, ils ne voudront pas faire 80 heures semaine comme moi j'ai fait, et je répète, je leur donne raison, parce que faire 80 heures semaine, à tenir tout le temps, ce n'est pas raisonnable, ce n'est pas raisonnable.

[Intervenant 2] (2:24:46 - 2:25:28)
Je connais un ou deux exemples justement où il y a une mutualisation, c'est un titre expérimental, mais où il y a une mutualisation et une répartition des tâches, puisqu'on l'a bien compris, on met de côté les céréaliers, on parle juste de l'éleveur à taille familiale, on parle de celui qui fait du maraîchage, et on prend en considération l'agroforesterie, éventuellement, j'ai un trou de mémoire, aidez-moi.

[Intervenant 1] (2:25:29 - 2:26:13)
L'agroforesterie, oui, c'est des modèles, même il y a des porteurs, j'en ai une ferme à côté de chez moi, où ils ont fait un appel à porteurs de projets, ils ont été surpris, il y avait beaucoup de monde dans la commune, et les gens ont mis 1000 euros, pas des grosses sommes, 7000 euros, je crois, 10 000 euros, et ils ne l'ont pas passé par la banque, et les gens, c'est une ferme où ils consomment tout local, il y a un paysan boulanger, un qui fait du lait, un qui fait de la viande, ils sont plusieurs agriculteurs, alors ils ne sont pas associés

au GEC, ils ont chacun leur identité, mais c'est un collectif, le tracteur, il fait pour tout le monde, et ça, c'est un modèle, je pense, à développer.

[Intervenant 2] (2:26:15 - 2:28:38)
Alors, c'est le modèle historique, idéologique de la coopérative, puisque, vous le disiez tout à l'heure, que l'élevage et la laiterie, par exemple, est un esclavage quotidien, puisqu'il est impossible de se séparer de ses maîtres, et que certains autres types d'agriculture, comme certains types de maraîchage, ont du travail ponctuel, avec des périodes de repos, où la terre travaille pour nous-mêmes, et dans ces modèles-là, il y a une espèce de prise de responsabilité, où les gens tournent pour permettre justement à l'éleveur, et donc il y a une augmentation de la compétence, puisque le maraîchage devient éleveur, l'éleveur devient maraîcher, et ça tourne, et ça permet d'améliorer aussi les qualités de vie, et ce sont quelques tentatives expérimentales qui pourraient être des pistes. Mais bon, c'était juste une assise. Par contre, pour rebondir sur ce qu'a dit très fort justement Khalil, ce que vous venez de nous dire, sans vouloir faire mon Étienne Chouard, mais la cause des causes, du coup, Philippe Grégoire, puisque les symptômes, on les a vus, les solutions, on les connaît, mais la cause des causes, n'est-ce pas, en fin de compte, notre système politique, cette incapacité que nous avons de pouvoir décider du bien commun, et qu'aujourd'hui la représentativité ne sert que l'intérêt de quelques-uns, et non pas l'intérêt national, et ne prend pas en compte, en fin de compte, les besoins à la fois de la nation, mais aussi de l'individualité qui la forme. Pourquoi aujourd'hui, alors que tout le monde fait, enfin quand je dis tout le monde, ceux qui ne font pas ce constat, soit dans l'ignorance, il y en a quelques-uns, mais surtout peut-être dans le déni, ou surtout pour conserver leurs avantages, et font semblant de ne pas le savoir, de ne pas le comprendre, et de ne pas le divulguer. Mais on connaît les symptômes, on connaît les causes, on a des solutions, puisque visiblement, même Philippe Grégoire, en tout respect, a les solutions.

Pourquoi nous ne les appliquons pas, d'après vous Philippe Grégoire ?

[Intervenant 1] (2:28:38 - 2:30:48)
Et d'ailleurs, une parenthèse que j'ai oubliée tout à l'heure, dans l'endettement des paysans, dans la mesure où on reprend la main sur notre banque centrale, on n'annulerait pas les dettes, on pourrait redémarrer un modèle agricole vertueux, relancer l'agriculture française avec des créations d'emplois, tout simplement en transformant les dettes, il faut que ça soit justifié évidemment, mais en transformant les dettes des paysans, les 260 000 euros de moyenne, en les transformant en rentes perpétuelles, c'est repris par la banque centrale, c'est inscrit à l'actif du bilan, et ce n'est pas annulé. L'agriculteur, on détermine un taux, pas 10%, mais ça peut être 2% ou 3%, pourquoi pas ?

Et tous les ans, l'agriculteur et son successeur, pareil, il va payer 2-3% et par ce biais-là, on désendette totalement l'exploitation par un jeu via une banque centrale. Alors pour revenir à ce que vous disiez, moi je pense qu'il faudrait le RIC, le référendum d'initiative citoyenne, il faudrait beaucoup plus soumettre les populations au référendum, comme c'est en Suisse, et puis moi je dis que si c'est bien encadré, qu'avant on prépare les choses, quand Étienne Chouard dit le tirage au sort, c'est un des seuls moyens d'arrêter les copinages et l'entre-soi et la guerre des partis, c'est-à-dire qu'on pourrait déterminer un nombre de personnes qui se présenteraient, spécialistes de l'hôpital, spécialistes de l'énergie nucléaire, spécialistes des transports, de l'enseignement, etc.

Et à partir de là, parce que bien sûr on peut mettre n'importe qui, mais à partir de là il y a un appel à candidature et là il y a un tirage au sort, et là je suis d'accord avec Étienne Chouard, et là on arrête tout le copinage, tout l'entre-soi, toute la puissance de l'argent vient à les milliardaires qui financent les médias, là si on passe par un tirage au sort, automatiquement on met à bas toute cette pyramide.

[Intervenant 2] (2:30:51 - 2:32:52)
Oui, ça peut être effectivement une solution, c'est pas nous qui allons vous dire le contraire, Kelly et moi allons encore plus loin puisqu'on supprime, parce que le tirage au

sort peut aussi, il peut en découler aussi une forme de représentativité, nous avons la faiblesse de croire, c'est pour ça qu'à l'AMNF on appelle le citoyen à reprendre son pouvoir politique, nous avons la faiblesse de croire que nous sommes capables de gérer notre société, que nous sommes capables en bon père de famille, en bonne mère de famille, c'est une expression, on va être dans l'air du temps, on va faire de l'inclusion et de la parité, mais on sait très bien depuis très longtemps, d'ailleurs c'est pas un hasard, qu'on sait bien qu'historiquement qui gérait les graines dans l'agriculture c'était les femmes et pas les hommes, comme par hasard. Bref, donc le jour où ces dames nous feront l'honneur de dire stop, je crois que les choses d'ailleurs s'arrêteront d'elles-mêmes et qu'il est fort possible que si nous arrivons à développer notre citoyenneté, au niveau local, nous arrivions par la pyramide inversée, sans même la renverser cette pyramide, par le bas à remettre les choses à leur juste milieu, c'est pour ça d'ailleurs que nous nous paions avec beaucoup de gens, y compris avec Alexandre Boisson dont vous nous avez parlé tout à l'heure, parce que la solution elle reste locale et parce que comme le dit souvent Kali, au niveau local on fait du lien interpersonnel et qu'on est dans l'humain et que ce serait bien que l'on arrive donc à appliquer ces PAP.

Je fais une petite incise avant de vous donner le mot de la fin, sauf si vous voulez aborder un sujet, pour vous aider vous avez sous votre nom Philippe Grégoire marqué Salut Social Agricole Nationale, vous enlevez les espaces, vous rajoutez .com et vous pouvez, .com ou .fr d'ailleurs ?

[Intervenant 1] (2:32:52 - 2:32:56)
Alors je ne sais plus parce que le trésorier l'avait changé.

[Intervenant 2] (2:32:57 - 2:35:17)
Alors je vais vous le dire moi tout de suite, parce que d'un seul coup j'ai un doute, c'est .com et vous allez sur votre site qui va être revu, qui est un site à l'ancienne Oui mais là on est en transfert de personnes et on a quelqu'un qui va s'occuper du site d'ici très peu de temps. En tout cas il fonctionne, si vous voulez aider Philippe Grégoire et l'ensemble des agriculteurs qui sont dans une forme de détresse, n'hésitez pas, Salut Social Agricole Nationale .com, vous l'avez sous les yeux sans les espaces et vous pourrez éventuellement soit adhérer, soit faire un nom. Sauf si vous voulez intervenir sur un sujet bien particulier que nous n'aurions pas abordé ensemble Philippe, je vous laisse le mot de la fin, j'en profite pour saluer Rémi et les remercier, remercier nos auditeurs.

Je vous laisse donc le mot de la fin Philippe pour conclure peut-être avec une note d'espoir ou un appel à solidarité ou à venir vous rejoindre dans quelconque manifestation. N'hésitez pas en tout cas la porte est grand ouverte, nous avons aujourd'hui commencé une rubrique qui s'appelle DDS et MDF Actualités où nous faisons écho dans des formats très courts sur les cinq plateformes de l'actualité. Samedi il y aura donc une manifestation au théâtre de la Concorde concernant le renouveau démocratique dont l'entrée est gratuite où on va essayer avec le renouveau de la coalition démocratique de pouvoir recréer à la fois du lien interpersonnel mais aussi de réfléchir sur toutes les modalités diverses et variées de la démocratie directe ou participative ou consultative mais là plus on commence à mettre des adjectifs ça commence à être compliqué donc n'hésitez pas à revenir vers nous Philippe Grégoire si vous avez des manifestations.

Nous avons créé un petit format court exprès pour ça pour pouvoir suivre aussi les gens que nous mettons en avant et les initiatives car parler une fois c'est bien, les soutenir c'est mieux mais les suivre et continuer à grandir et à progresser avec eux c'est encore mieux. On vous écoute Philippe éventuellement pour cette conclusion.

[Intervenant 1] (2:35:17 - 2:36:36)
Je vous remercie beaucoup de m'avoir invité, on aura beaucoup de choses à se dire et on sera amené à se rencontrer à nouveau avec des visioconférences et faire vivre l'actualité. Le mot de la fin, je pense qu'on a déjà dit pas mal de choses même si on ne peut pas tout dire, c'est d'essayer d'informer les consommes acteurs, s'ils peuvent, de revenir acheter

localement quand l'agriculteur fait la facture. C'est le mot de la fin le plus urgent que j'ai à dire pour essayer d'améliorer la situation des paysans, sinon bien sûr on n'a pas la main sur la politique et les traités de libre-échange et tous ceux qui peuvent faire revenir dans les exploitations quand c'est possible.

C'est vrai que nous là-dessus on a sûrement pris du retard parce qu'on n'a pas les moyens et c'est compliqué mais il faudrait monter des magasins de producteurs en périphérie des grandes villes mais ça il faut qu'on soit aidé par des élus qui ont cette sensibilité là de revenir sur du local. Ça existe, il y en a, il y a des élus déjà qui sont très avancés mais ils sont minoritaires. Donc mon mot de la fin c'est celui-là, informer les consommateurs que quand l'agriculteur fait sa facture, c'est la moins mauvaise des solutions et je vous remercie pour l'invitation et je vous dis à bientôt.

[Intervenant 2] (2:36:38 - 2:37:10)
Oui, bien sûr Philippe, à bientôt. On va collaborer, c'est certain et nous sommes appelés non seulement à continuer nos interactions virtuelles mais aussi physiques. Cali, bonsoir.

Rémi, bonsoir, même si tu es resté très sagement muet et qu'on avait des petits problèmes techniques. Encore une fois, Philippe Grégoire, merci beaucoup, je vous souhaite une bonne soirée et je vous dis à très vite. Merci beaucoup.

Au revoir à tous. A bientôt. A bientôt.

Au revoir.